

RÉFLEXIONS D'UN TÉMOIN-ACTEUR COMMUNISTE SUR LES LUTTES ET PRATIQUES DE POUVOIR EN ALGÉRIE

*(INTERVENTION DE SADEK HADJERES AU
FORUM DE DELPHES, OCTOBRE 1995)*

socialgerie - 4 mai 2011

Ci dessous le texte d'une contribution de Sadek Hadjerès (en Octobre 1995) à un colloque du "Forum de Delphes", consacré aux "Conceptions et pratiques de pouvoir en Algérie".

Ce fut l'occasion pour l'auteur de développer une perception de la façon dont le mouvement communiste algérien a abordé ces problèmes au cours des décennies précédentes.

Voir également à ce propos le texte mis en ligne par "socialgerie" à l'occasion du 150ème anniversaire du "Manifeste". [1]

Mon investigation s'efforcera d'atteindre quelques-unes des racines lointaines de la crise actuelle, avec l'espoir de contribuer à mieux l'éclairer.

Les énoncés qui suivent, tiendront-ils davantage d'un acte de foi politique (mais non partisan) ou de l'effort d'analyse d'un chercheur ? Il vous appartiendra d'en juger. Ce sera peut-être les deux. Des écueils certains se présentent lorsqu'un témoin-acteur veut contribuer à une recherche sérieuse sur les événements traversés, surtout quand les enjeux restent encore brûlants. Je pense néanmoins que pour diverses raisons, l'effort en valait la peine.

Que peut apporter en effet de particulier au sujet de l'Algérie une expérience communiste, à condition bien entendu de la recouper et confronter avec celles d'autres postes d'observation, d'autres secteurs du champ social et politique ?

Je m'étais posé cette question depuis que j'ai pris mes distances avec l'activisme "professionnel", dans le souci de réfléchir à une espèce de bilan critique de l'apport des communistes en Algérie au cours du demi-siècle écoulé. Je me la pose davantage encore depuis qu'on me sollicite, de plusieurs côtés à la fois, pour apporter une contribution à ce sujet. Habituellement, un intérêt apporté aux communistes algériens d'une façon excessive, me paraissait relever le plus souvent, dans les milieux politiques, de l'intention d'exagérer leur activité ou leur influence réelle, soit pour les diaboliser soit pour en faire le panégyrique.

A la réflexion, l'intérêt grandissant qui leur est porté dans les milieux de la recherche me paraît lié à quelque chose de plus que le rôle planétaire qu'a joué le mouvement communiste international et les questionnements qui en ont découlé sur les problèmes du socialisme après l'effondrement des pouvoirs qui s'en réclamaient à l'est de l'Europe.

Il y a bien sûr de cela. Mais les positions du PCA ou du PAGES ont constitué aussi en elles-mêmes pour les acteurs et observateurs de la scène politique algérienne, des références qui allaient au delà des effectifs de

ces partis ou de leur influence politique directe ou immédiatement saisissable. Dans les explications qu'on pourrait y trouver, il y a selon moi le fait que dans le paysage politique algérien, les communistes ont été parmi ceux qui ont le plus posé, bien ou mal c'est une autre affaire, mais de la façon la plus explicite, les problèmes de projets de société, ceux du lien entre les enjeux de pouvoir et les intérêts économiques, les facteurs sociaux, idéologiques et culturels, les interactions entre le fait national et les enjeux internationaux.

En se trompant ou en approchant du réel, leur discours et leur pratique se situaient dans le triangle à l'intérieur duquel se déroulent les luttes de pouvoir et où évoluent les tendances émanant des trois pôles que constituent les intérêts internationaux, les phénomènes de société et les institutions étatiques ou autres pouvoirs hiérarchisés.

Tout cela, dans le discours et les pratiques nationalistes, était plutôt estompé, voire absent ou opacifié, et cela continue d'ailleurs. Les positions des communistes devenaient ainsi, pour les observateurs comme pour les acteurs quelle que soit l'interprétation qu'ils en faisaient, des sortes de révélateurs de nombreux phénomènes en cours (cf. appréciation de Berque citée par B. Hadj Ali)

Une des caractéristiques des communistes algériens, au cours des différentes étapes de leur histoire politique fortement diversifiée, a été de chercher à placer leur action et leurs analyses au plus près du terrain social, et de ce qu'ils considéraient à travers le prisme de leur vision partisane ou de leur jargon, comme des facteurs objectifs, explique en partie pourquoi ils ont pu rebondir chaque fois sur la scène politique après que leurs organisations aient été laminées soit par des erreurs stratégiques soit par des situations répressives ou défavorables de grande ampleur.

Ceci malgré une autre caractéristique importante de leur histoire, les ruptures fréquentes de communication entre les générations et les acteurs des différentes époques, illustrées entre autres par un gâchis énorme au niveau des archives écrites et de la mémoire, une dispersion qui a aggravé le déficit en matière d'accumulation de l'expérience collective, y compris à partir du moment où les communistes algériens se sont substantiellement autonomisés dans le mouvement communiste international.

Voici quelques illustrations de ce qui précède, dont certaines par la même occasion commenceront à éclairer certains aspects de la relation des communistes algériens aux problèmes du pouvoir.

Jacques (ou plutôt son père Augustin ?) Berque a dit quelque part (j'ai malheureusement perdu la référence) à quel point lui avaient été utiles, pour reconstituer le paysage algérien des années trente, les articles des journaux communistes, interdits ou légaux, comme "*la Lutte sociale*". C'était l'époque où se formaient à une échelle assez vaste de la population les premières représentations politico-idéologiques modernes, où se mêlaient les notions encore floues de "bilad, watan, oumma" (pays-patrie-nation) et celles de la lutte pour les "houqouq" (droits) des musulmans contre l'arbitraire du code de l'indigénat et du décret Régnier.

Une époque qui débouchera sur cette synthèse-mosaïque dans laquelle comme le dit Omar Carlier pour décrire la situation bien plus tard, à la veille du 1^{er} Novembre 1954, l'Algérie votait avec le PPA-MTLD, était syndiquée avec les communistes, et fréquentait les médersas libres et les nadis (cercles religieux et culturels des Oulama).

Les travailleurs algériens, jusque-là interdits de syndicat mais dont un nombre croissant s'y affiliait clandestinement avec l'aide des militants communistes encore en grande majorité européens, commençaient à remporter leurs premiers succès, comme ces dockers du port d'Alger, qui à la faveur de l'unité d'action communistes-oulama, réussirent avec des méthodes parfois assez musclées à assainir le port d'Alger de l'arbitraire des aconiers embaucheurs alliés à la mafia de la drogue, obtenant sur la même lancée et avec la vague du Front populaire une titularisation dont les plus optimistes n'osaient rêver quelque temps auparavant.

C'est l'époque où le cheikh Benbadis, réformateur musulman considéré comme l'un des inspireurs et promoteurs du mouvement national algérien moderne, disait : les communistes sont le levain du peuple. Une

formule ambivalente qui exprimait à la fois leur influence qualitative et leurs limites en termes de poids numérique dans la population.

AUX RACINES LOINTAINES D'UN LOURD CONTENTIEUX

C'est en cette deuxième moitié des années trente que s'engagea un contentieux historique lourd et prolongé avec la branche nationaliste-populiste (le PPA de Messali), qui allait devenir la plus puissante du mouvement de libération et dont une fraction donnera naissance plus tard, en période de crise aigue de ce parti, au Front de libération nationale qui déclenchera la lutte armée.

Le PPA clandestin et le MTLD, son versant légal, manifestèrent rapidement, dans leur activisme populiste, une volonté d'emprise exclusive sur la population, écartant l'idée de rassemblement pluraliste autour d'objectifs nationaux immédiats ou à plus long terme et, en cas d'un tel rassemblement, ne pouvait l'admettre que sous son contrôle exclusif et autour de ses propres orientations. Cet hégémonisme, cette prétention au monopole politique ne s'exerçaient pas en direction des seuls communistes mais envers toutes les autres tendances politiques organisées du mouvement national.

Outre ces raisons politiques, le contentieux était aussi alimenté et accompagné en second lieu par des raisons idéologiques. Le mouvement ouvrier algérien, flottant jusque là selon les périodes et les conjonctures internationales entre les revendications d'indépendance et celles d'association librement consentie à la France, donnait un contenu citoyen, démocratique et social aux perspectives d'émancipation nationale.

L'Etoile Nord africaine, fondée dans les années 20 avec le soutien du PCF et de l'Internationale communiste, puis le PPA qui en sera issu, s'éloigneront quant à eux progressivement de cette conception au bénéfice de l'idéologie nationaliste telle qu'elle se présentait à cette époque dans le monde arabe où prédominaient l'oppression des monarchies inféodées à l'Occident et les idéologies nationalistes conservatrices du type de celles de Chekib Arslan, etc), qu'il ne faut pas confondre avec les idéologies arabes nassérienne ou baâthiste des années 50 .

Dans le contexte algérien, cela ne s'est pas traduit seulement par l'accent mis sur la spécificité psychoculturelle des revendications nationales, ce qui était somme toute naturel, mais par une carence conceptuelle délibérée quant à ce que pourrait être un minimum de valeurs sociales et démocratiques consensuelles, mobilisatrices et éducatrices pour l'avenir du pays libéré.

Rien en dehors de "Indépendance, Constituante, la parole au peuple" et l'appel à l'action pour chasser la France. Formules trop vagues qui, sous prétexte que tout cela serait discuté et réglé après l'indépendance, laissaient la voie libre aux pesanteurs communautaires et aux pulsions démagogiques, aux élaborations d'appareils fonctionnant en vase-clos. On mettait en fait hors circuit des secteurs de la société au nom desquels on disait mener le combat, alors que ces secteurs pouvaient apporter dans les débats et les luttes leur contribution vivifiante et préparer, malgré toute la difficulté de la tâche, le socle ou une matrice, même rudimentaire, des pratiques démocratiques dont les institutions et l'édification futures auraient besoin.

Cet appauvrissement idéologique était-il inévitable dans les conditions de l'époque ? La question reste ouverte à ce jour, tant le problème n'a cessé de se reproduire plus tard en termes similaires.

Il est vrai que le niveau culturel d'une grande partie de notre société, les contraintes de la lutte anticoloniale expliquaient en partie cette faiblesse. Or cela n'a pas empêché d'autres formations nationales, telles que l'UDMA, les Oulama et le PCA d'aborder ce débat en termes contradictoires mais qui se voulaient constructifs, et qu'ils ne jugeaient pas incompatibles avec le minimum d'unité d'action.

Dans le PPA lui-même, le problème avait été posé avec plus ou moins de force ou de bonheur, en particulier en 1949 lors de ce qui fut une crise authentiquement liée à des aspirations et revendications démocratiques et qui fut appelée à tort crise berbériste, parce que la majorité des contestataires étaient originaires de Kabylie

et qu'ils avaient inclus parmi les objectifs nationaux et démocratiques l'usage des parlers populaires (il est possible de le vérifier sur la plate-forme, publiée en 1949 en brochure clandestine, et rééditée après l'indépendance par la revue SOUAL (n°6, 1987). [2]

Or ceux qui ont rejeté purement et simplement le débat pour se réfugier dans l'anathème et les mesures administratives n'étaient pas des gens ignares, excusables par les retards culturels de la société. Leur formation politique avait en réalité commencé à prendre le pli de l'hégémonisme. Ils mettaient à profit, consciemment ou non, les retards culturels et les mentalités communautaires de la société. Mettant en avant une conception formaliste et bureaucratique d'une légitime union et discipline de lutte à préserver, ils œuvraient, tout en étant déchirés eux-mêmes par des luttes de clans et de factions, à implanter un unanimisme réducteur et à sens unique dont on ne comptera plus les dégâts.

Je pense néanmoins, au vu des difficultés qu'a eues le MTLD à imposer son diktat unanimiste avant 1954, que la balance aurait davantage penché en faveur des courants de pensée et d'action démocratiques dans lesquels se reconnaissent les communistes algériens, si un troisième élément de rivalité (outre les contradictions politique et idéologique déjà évoquées) n'était venu fausser et envenimer le contentieux entre patriotes communistes et nationalistes.

Il s'agit des retombées algériennes d'enjeux stratégiques et géopolitiques internationaux, dans lesquels entre 1936 et 1947 environ, aux étroitesse des nationalistes qui les empêchaient de voir les exigences ou les opportunités que présentaient le combat antinazi d'abord, puis les débuts de la guerre froide, répondait du côté communiste une conception dogmatique et déformée des retombées de ces conflits internationaux sur l'Algérie.

A cela se sont ajoutées quelques préoccupations et comportements du PCF (que Lénine aurait pu qualifier de "chauvinisme grand-français"). Ce parti, dont la contribution à l'éveil et aux premiers pas du mouvement national algérien est incontestable, était conforté dans ses positions franco-centristes par son rôle de "sous-traitant" de l'Internationale communiste pour l'Algérie.

La tendance s'est accentuée à un moment névralgique pour l'Algérie, avec l'installation à demeure à Alger en 1943-1945 de la délégation du PCF qui gérait à sa guise les affaires algériennes par dessus la tête du PCA, en prétextant l'exigence réelle et compréhensible de tout faire pour briser le fascisme mondial. Cet ensemble a fonctionné, à l'inverse de ce qui s'est passé en Indochine à la même époque, où l'approche avait été moins mécanique, comme une machine à refouler au second plan revendications nationales brûlantes de l'Algérie, jugées à tort indésirables ou inopportunes.

Cela a eu pour résultat de faire endosser aux communistes algériens la responsabilité d'approches qui apparaissaient antinationales à la majorité des patriotes algériens qui s'éveillaient à la lutte. Ce fut comme autant d'épines correspondant à diverses positions concrètes, qui se sont implantées dans l'imaginaire du mouvement national. Elles ont longtemps porté tort à la crédibilité des orientations démocratiques et sociales des communistes, y compris quand leur abnégation patriotique, s'ajoutant à leur engagement social, fut impossible à mettre en doute.

Cela a fourni régulièrement de commodes alibis aux antidémocrates algériens. Une clarification plus grande n'est survenue, après tant de dégâts et de manques à gagner, que lorsque ces antidémocrates, ayant usé jusqu'à la corde le masque des "valeurs nationalistes" se sont démasqués à l'épreuve de leurs pratiques de pouvoir (et même déjà dans leurs pratiques parfois abominables durant la guerre d'indépendance).

C'est précisément avec cet hégémonisme politique de la fraction nationaliste la plus importante, en ces premiers temps de l'essor du mouvement national, et bien avant l'insurrection du 1^{er} Nov 54, qu'a commencé à se nouer une légitimation du pouvoir arbitraire, fondée sur la détention de la force armée et qu'on a baptisée après l'indépendance "légitimité historique" ou "légitimité révolutionnaire".

Ces légitimités autoproclamées et imposées ont été substituées à la souveraineté populaire dont on feignait de penser qu'il était normal qu'elle soit automatiquement déléguée à ceux qui ont émergé par divers moyens à la tête du mouvement armé.

Il est certain que les mentalités de violence, cette anti-culture qui se déploie jusqu'à s'autonomiser et s'auto-entretenir, à partir du moment où les conflits armés sont enclenchés, ont largement favorisé la dérive hégémoniste dans le règlement des problèmes de pouvoir. Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait plus rien à faire pour contrecarrer cette spirale perverse, j'en parlerai à propos des effets multiples et à long terme de la guerre de libération.

Je ne parle pas non plus de ce qu'on a appelé les occasions manquées, à savoir les possibilités raisonnables qu'il y aurait eu d'éviter du côté français comme du côté algérien d'éviter de déboucher sur un conflit armé (ce à quoi je ne crois pas, le colonialisme français ayant été en Algérie ce qu'il a été) ou du moins de circonscrire les formes armées de ce conflit, même si ce n'était pas aussi rapidement que cela fut réalisé en Tunisie et au Maroc.

Mon propos pour l'instant est de montrer comment ces risques étaient déjà présents dans la période de l'essor pacifique du mouvement, et pouvaient donc être plus ou moins infléchis selon le degré plus ou moins grand de démocratisation de ce mouvement, avec les décantations, rivalités ou évolutions qui se produisaient autour de l'enjeu démocratique au sein des courants nationalistes, communistes et dans la population.

Je prendrai comme exemple un événement qui est passé presque inaperçu dans l'historiographie et qui pourtant marque, à mon avis, un moment déterminant pour les évolutions ultérieures. C'est peut-être d'ailleurs pour cela que les mouvances politiques concernées n'y ont plus fait beaucoup allusion, en raison de leur responsabilité partagée dans l'échec qu'a connu le Front Algérien pour la Défense et le Respect des Libertés (FADRL). Ce dernier fut créé en Août 1951, à un moment où plusieurs composantes du mouvement national traversaient une sérieuse phase de dépression, à l'exception du PCA qui avait œuvré inlassablement pour un tel rassemblement, prélude, à ses yeux, à un Front aux objectifs de libération plus élevés. [3]

Des conditions existaient dans la population pour une relance de la revendication massive d'indépendance avec un contenu démocratique incontestable, comme en témoignait l'accueil réservé à cette proclamation.

Un vent d'enthousiasme se leva dans **toutes** les composantes du mouvement national à la base, consolidé par la floraison des comités populaires dans tout le pays pour soutenir son action. On n'avait pas vu de telles convergences patriotiques depuis 1944-45, avec les AML (Amis du Manifeste et de la Liberté).

L'espoir s'est effondré après quelques semaines, tué par les directions des principaux partis dont les préoccupations étroites éveillent rétrospectivement en moi les mêmes résonances que les calculs à courte vue qu'on observe dans l'actualité algérienne quarante ans plus tard.

Je réserve à d'autres occasions le détail, plein d'enseignements, de ce qui à mes yeux constitue beaucoup plus qu'une péripétie.

Parmi ces détails, l'un d'entre eux montre en même temps l'imbrication des enjeux de pouvoir à différents niveaux, international, national et à l'intérieur de chaque parti.

Il s'agit d'une des plus grossières ingérences et pressions du PCF qu'il m'ait été donné de connaître, auprès de quelques membres du comité central du PCA pour faire basculer la majorité à l'encontre d'une décision déjà prise régulièrement après de longs débats démocratiques par ce CC (dont je n'étais pas encore membre, j'avais adhéré à ce parti quelques mois auparavant). Procédé d'autant plus regrettable qu'on en avait cru la page tournée depuis quelques années. Les conséquences en ont été malheureusement à la hauteur de la sclérose politique mentale intermittente de ses inspireurs en matière de politique coloniale (je ne me permets pas d'exprimer un jugement en dehors de ce domaine qui concerne directement l'Algérie).

Ce que le mouvement national a perdu à cette bifurcation de son histoire, c'est la possibilité pour la société civile en voie de constitution d'avoir, par l'intermédiaire du champ politique, voix au chapitre dans les décisions et les orientations qui engagent son sort.

L'échec du FADRL a livré les partis nationalistes à l'approfondissement de leur crise, la population au désarroi et à l'attente de sauveurs. Cet échec a alimenté le discrédit du politique, discrédit qui pendant trente ans va être le leit-motiv et l'alibi de l'autoritarisme et de l'arbitraire.

Il a frayé la voie non à la lutte armée, celle-ci était inscrite de toute façon dans le destin de notre peuple tant que toutes les autres issues lui demeuraient fermées par les autorités coloniales, mais à une conception simpliste du rôle des armes, allant de l'acte désespéré à l'hégémonisme agressif. Selon cette conception, le pouvoir est au bout du seul fusil, ce dernier n'obéit qu'à celui qui en tire la gâchette, il donne à celui qui le détient raison en toute chose ainsi que tous les droits.

Les autres, y compris s'ils endurent mille sacrifices et sans qui l'homme au fusil ne serait et ne pourrait rien, lui doivent obéissance, parce que lui, il a un fusil et peut y compris empêcher les autres de s'en servir à leur tour dans des sursauts de révolte pas toujours réfléchis ou légitimes.

ENJEUX DE POUVOIR ET SOCIÉTÉ

Certains ont dit que les "militaires" ont pris le pouvoir dès le 1^{er} Novembre 1954, par la nature guerrière de cet événement fondateur. A la part de vérité que contient cette affirmation, il faut ajouter selon moi plusieurs choses.

Tout d'abord, ce sont des civils dans la sphère politique qui leur ont donné ce pouvoir ou leur en ont en tout cas ouvert la voie en 1951-52, trois ans avant l'insurrection.

En sabordant les possibilités d'un vaste front politique démocratique dont les conditions se créaient fortement, les politiques civils (certains plus que d'autres) ont dilapidé le potentiel de régulation politique qui était indispensable à toutes les combinaisons des formes de luttes à venir, armées ou pacifiques.

Ce sont ces potentialités qui ont manqué le moment venu pour imposer l'application des orientations du Congrès du FLN de la Soummam (Aout 1956) qui stipulaient la "primauté du militaire sur le politique" (formule dont on comprend l'esprit général mais à mon avis formulée de façon trop simpliste et qui au fond continue dangereusement à placer la question sur le plan des prérogatives et hiérarchies de pouvoir, alors que la vraie question est celle des fondements démocratiques sur lesquels doit reposer l'articulation entre le civil et le militaire, l'intérieur et l'extérieur, le local et le national, le national et l'international etc...).

Les potentialités liées à des approches démocratiques ont manqué à notre nation pour empêcher ou au moins atténuer l'hémorragie de forces vives patriotiques et l'altération des valeurs civiques qui ont découlé des modes sanglants de "règlement" des litiges politiques tels ceux qui ont opposé durant la guerre frontistes et messalistes, qui ont entraîné les purges effroyables de tant de jeunes cadres en particulier dans la wilaya III).

Elles ont manqué pour éviter d'exposer excessivement à la répression et sans grande contre-partie stratégique, la population et les bases précieuses de soutien des grandes villes, ou de décider, sans souci des problèmes de la population, des grèves dont le caractère prolongé ou théoriquement illimité frisait l'absurdité. Et j'en passe.

Ma deuxième remarque est la suivante. Quand on parle de cette "prise de pouvoir" par les militaires depuis 1954, c'est en général pour critiquer le principe de cette monopolisation du pouvoir ainsi que ses pratiques. Dieu sait combien ces critiques sont justifiées.

Mais on ne peut en même temps évacuer de l'analyse que l'armée faisait partie de cette société sur laquelle elle a pris le dessus, tout en s'en détachant pour édifier l'Etat, en tant que l'une de ses forces la plus organisée et la plus cohérente.

Elle n'a pu le faire qu'en gardant avec cette société un certain nombre d'attaches vivantes et en réalisant pour elle un certain nombre d'objectifs et de tâches que les forces politiques civiles n'ont pas été capables de réaliser. Elle l'a fait en ayant avec cette société un certain nombre de relations sociales, d'intérêts économiques, de références et de valeurs psycho-culturelles communes.

La détention de la force armée ne peut expliquer à elle seule que l'ANP ait pu si longtemps exercer ce pouvoir et qu'elle ait pu tenir le coup devant la violente secousse de la crise actuelle, au point d'être encore le partenaire incontournable de toute recherche de solution.

Elle n'aurait pu le faire si son ancrage dans la société n'avait cette allure de pyramide à base relativement large, comparée, comme l'ont fait certains, au gratte-ciel qui symbolisait le pouvoir du shah d'Iran, qui s'est effondré pour ainsi dire pacifiquement en possédant une des meilleures armées de la région.

La troisième remarque me ramène enfin à un propos que j'avais amorcé concernant la façon dont les communistes algériens ont agi envers ce pouvoir et dont ils ont été perçus par lui et une partie des soutiens du régime. L'emprise des militaires et leur contrôle des leviers de pouvoir à la faveur de la lutte armée et de son couronnement ne signifiait pas qu'il n'existait plus d'espace politique où la société civile pourrait encore s'exprimer et se déployer sous des formes multiples et au prix d'une âpre compétition.

L'erreur de nombreuses forces politiques algériennes (était-ce une erreur ou un prolongement de tendances profondes de notre société, c'est ce que nous essaierons d'examiner plus loin), a justement été selon moi de considérer que seul le passage total des leviers étatiques ou administratifs, des moyens de contrainte et des structures hiérarchiques en d'autres mains pouvait assurer un changement quelconque.

En attendant ce changement radical, les uns restaient les bras croisés en essayant de gagner les faveurs du clan qui pourrait leur assurer le plus d'avantages. D'autres, plus audacieux ou rejetés brutalement dans l'opposition, essayaient de déceler dans le pouvoir les failles qui, à travers intrigues, complots ou renversements d'alliances, leur laissaient espérer la chute des hommes en place.

Il est vrai que le pouvoir militaire, directement ou à travers sa vitrine et son relais politico-administratif du FLN, poussait toutes les forces politiques et les composantes de la société à cette logique. Il s'efforçait de les enfermer dans le dilemme suivant : appuyer inconditionnellement le pouvoir (utilisant pour cela les menaces et la séduction) ou passer à une opposition totale, radicale et violente. Le pouvoir ne craignait pas cette dernière variante ou parfois dressait des traquenards pour la provoquer, confiant en ses forces de sécurité et en la dispersion des opposants.

Les communistes pour leur part se sont efforcés en général de ne pas se laisser emprisonner dans ce piège où ils risquaient de se transformer soit en nihilistes, soit au contraire en zéloteurs, et dans les deux cas en coupure avec une grande partie de la société, compte tenu de la moyenne du niveau de conscience de cette dernière. Le fil conducteur de leurs initiatives et positions tactiques a été d'y substituer chaque fois que possible des alternatives constructives dans lesquelles les alliances ou compromis objectifs, même contraignants entre organisations au sommet, étaient susceptibles de ménager le plus d'espace possible aux actions et initiatives unies des bases sociales.

Il est compréhensible qu'il ne suffisait pas de le vouloir ou de le décréter. Cela nécessitait des efforts tenaces accompagnés de souplesse sans que cela soit toujours couronné de succès. La pression exercée par eux en ce sens et certains résultats étaient cependant suffisants pour inquiéter ceux pour qui la fonction principale d'un parti et de son leadership est de réaliser un "quadrillage" serré de la population, ou pour qui la fonction essentielle du pouvoir d'Etat est de surveiller et punir.

À la réflexion, leurs diatribes dédaigneuses ou alarmistes contre les communistes ne visaient pas tellement ces derniers quand ils affirmaient selon les cas et sans craindre de se contredire qu'ils n'étaient qu'un groupuscule négligeable ou qu'au contraire ils envahissaient dangereusement le corps social et les corporations influentes tels que syndicats, journalistes, étudiants etc.

Dans un cas comme dans l'autre, ces milieux trahissaient surtout leurs craintes de voir les couches de la société dépasser leur morcellement, leurs allégeances claniques ou clientélistes pour s'autonomiser et s'organiser en mouvements revendicatifs toujours plus cohérents et s'articulant de façon plus consciente et plus politique à l'échelle nationale.

Il s'agissait d'un enjeu de pouvoir, garder ou perdre l'emprise sur la société.

Aussi quels que soient la légitimité et les problèmes de fond posés par les actions, quel que soit leur caractère souvent sectoriel, c'est par rapport à cet enjeu de pouvoir que les milieux dirigeants réagissaient de façon diversifiée, en s'opposant de front et brutalement à ces actions et à leurs promoteurs ou en lâchant du lest, parfois même de façon démagogique, selon le rapport de force et les réactions escomptées ou constatées dans le secteur de population concerné.

Ainsi quand avant la guerre de libération le leader du MTLD Ahmed Mezerna proclamait avant le premier tour d'élections générales que jamais le MTLD ne constituera de listes d'union avec le PCA comme ce dernier le préconisait sans cesse pour l'ensemble des partis nationaux, il changea d'avis au second tour après qu'il ait été coiffé de justesse au premier tour par le candidat communiste dans le second collège (celui des musulmans algériens) à Oran.

Les communistes s'effacèrent pour lui laisser la tête de liste commune au 2ème tour.

Les autorités coloniales mirent tout le monde d'accord en trafiquant honteusement le second tour, ce qui provoqua le soir même des batailles de rue mémorables où nationalistes et communistes, se retrouvèrent côte à côte face aux forces coloniales, notamment les femmes de dockers qui arrachant leurs voiles et les pavés, se mirent à pourchasser les CRS..

LE MOUVEMENT ASSOCIATIF, OUVRIER ET ÉTUDIANT

Quand en 1947, les étudiants communistes musulmans (qui n'étaient alors que trois qu'on se montrait du doigt sur deux cent étudiants musulmans que comptait cette faculté de 5000 étudiants), demandèrent à l'Association des étudiants musulmans de faire, dans le cadre du cycle de conférences de cette dernière, un exposé sur la question nationale, ce fut une belle panique au bureau de l'AEMAN, alors contrôlé entièrement par le PPA, dont je faisais moi-même partie.

Durant une semaine, on discuta sur le meilleur moyen de contrecarrer cette intrusion dans la chasse gardée nationaliste : annuler purement ou simplement la conférence pour une raison quelconque, organiser l'obstruction pendant son déroulement, ou quoi d'autre ?

Finalement on prépara de façon plus sérieuse des contradicteurs sur le fond, et la conférence, houleuse et haute en invectives, fit réfléchir tout le monde même si chacun resta sur ses positions.

Un début de culture du débat avait commencé à germer.

Il est vrai que cela n'arrangeait pas du tout la logique hégémoniste qui prévalait dans le PPA-MTLD.

S'appuyant sur son influence majoritaire, ce dernier s'employait de diverses manières à parachuter ses listes homogènes pour monopoliser la direction de l'association et en écarter les représentants d'autres tendances anticolonialistes. C'était préjudiciable de plusieurs points de vue et était mal vécu par de nombreux

étudiants, frustrés dans leur aspiration de participation et pénalisés pour leurs points de vue différenciés sur un fond de convictions patriotiques communes.

Trois ans plus tard, ce monopole n'existera plus, sous la poussée conjointe des aspirations démocratiques de la base étudiante et d'une conjoncture politique où une crise du PPA (celle de 1949) a libéré l'expression et l'initiative de nombreux militants de ce parti.

Moi-même ayant quitté ce parti sans être encore adhérent du PCA, je fus élu président de l'AEMAN sur une liste d'union où figuraient toutes les tendances nationales.

Cette tradition, ainsi que d'autres pratiques démocratiques, se maintint jusqu'à la guerre de libération et fructifia bien au delà. Ceux qui ont été étonnés de l'autonomisation du mouvement étudiant algérien par rapport au FLN dès les premières années de l'indépendance n'ont pas besoin de recourir une fois de plus à la légende des manœuvres tortueuses des communistes. Ces derniers n'ont fait qu'exprimer et concrétiser l'authentique besoin démocratique dont les racines d'avant-guerre étaient restées vivaces.

Un phénomène similaire quoique moins spectaculaire s'est produit dans le mouvement ouvrier, où contrairement à ce qui s'était passé en Tunisie et au Maroc, il n'a pas été possible au mouvement nationaliste de créer un syndicat par le haut, pour évincer les syndicats CGT, qui fonctionnaient, malgré bien des imperfections, sur le mode démocratique.

Devenus majoritairement à composante algérienne avec des corporations pesant aussi lourd que mineurs, dockers, traminots, cheminots, ouvriers agricoles et petits fonctionnaires, impulsant également les revendications des sans-emploi et cultivant les attaches avec les problèmes de la petite paysannerie, ces syndicats se constituèrent en centrale autonome nationale unique, l'UGSA, au cours de l'année qui précéda le conflit armé.

C'est deux ans plus tard, en 1956, que la direction du FLN, pour des raisons à la fois d'emprise sur le mouvement de masse organisé (pour contrecarrer notamment la centrale USTA, messaliste, qui venait de se constituer avec les mêmes objectifs hégémonistes) et de rapprochement avec la centrale CISL pro-occidentale dans le contexte de la guerre froide, décida d'exploiter l'élan patriotique de la lutte armée pour créer par le haut et de l'extérieur la centrale UGTA.

L'esprit de cet acte fondateur et les pratiques qui l'accompagnèrent avec le seul but d'évincer et affaiblir l'UGSA (ex CGT), qui était pourtant l'une des organisations nationales constituantes du front FADRL en 1951, ont pesé très négativement jusqu'à nos jours non seulement sur les couches laborieuses mais aussi sur les développements sociaux et politiques dans le pays tout entier.

Il faut dire que cette création elle-même ne fut pas aisée, elle se heurta aux fortes réticences ou désaccords de nombreux responsables syndicaux pourtant proches du FLN ou même y exerçant des responsabilités.

Ces derniers se trouvaient à l'aise dans l'UGSA (la participation des travailleurs européens qui y étaient restés n'était vraiment pas le problème que voulaient en faire certains nationalistes, pour peu que soient respectées les pratiques démocratiques).

Ils mesuraient les multiples conséquences d'une division dans le front social des travailleurs.

Abbane Ramdane le responsable national FLN qui sera deux ans plus tard assassiné par ses pairs, s'était ouvert à nous de ces difficultés lors de la rencontre que Bachir Hadj-Ali et moi-même eûmes avec lui au printemps 1956 pour l'intégration de nos forces combattantes et la définition de nos rapports avec le Front de libération.

Soulignant l'importance pour les travailleurs et le mouvement de libération lui-même d'une organisation syndicale unique et unie, nous lui avons alors suggéré que le FLN et le PCA contribuent à cette unification en appelant leurs militants travailleurs à constituer leurs sections syndicales dans chaque lieu de travail par l'élection démocratique de leurs délégués syndicaux à la base.

Cela était encore possible car les deux centrales syndicales ont pu poursuivre leurs activités légales jusqu'au milieu de l'année 57.

Il n'en a malheureusement pas été ainsi, sous l'influence probablement de conseillers dont la préoccupation, en vue d "occuper" cet axe du terrain social, était perceptible dans certains textes du Congrès de la Soummam.

Selon un procédé qui aura la vie longue dans l'Algérie indépendante, au lieu d'aborder le projet à réaliser par la formulation de ses exigences positives pour tous les concernés, on se croit quitte avec la tâche et habilité à en assumer l'exclusivité une fois qu'on a copieusement critiqué ou dénigré les autres partenaires.

En l'occurrence la fonction des attaques sectaires dans la "Charte de la Soummam" était de transformer la direction effective des opérations militaires que l'ALN était en train de réaliser, en monopole politico-idéologique du FLN et en alibi pour légitimer la main-mise absolue sur les appareils de pouvoir.

On n'aura pas fini d'en mesurer les conséquences immédiates et à long terme, à commencer sur l'efficacité de l'UGTA elle-même comme instrument de mobilisation qu'elle aurait pu et dû être durant la guerre au lieu de se transformer en simple appareil bureaucratique, limitant le plus souvent son rôle à des collectes de fonds pour le FLN et, à l'étranger, à des manifestations, communiqués de presse délégués en diverses régions du monde en soutien formel à la cause du FLN.

Par souci d'efficacité et de cohésion de la classe ouvrière en cette phase critique d'affrontement avec la puissance militaire française, le PCA a lancé dès l'interdiction de l'UGSA et de l'UGTA en Juin 57 un appel à ses militants pour activer dans l'UGTA clandestine.

Nous eûmes les plus grandes difficultés à faire admettre cette orientation aux secteurs les plus actifs des travailleurs, car les luttes sociales se poursuivaient, quoique dans des conditions difficiles, durant la guerre et certains hommes connus de l'UGTA les freinaient ou brillaient par leur absence.

Les dockers par exemple étaient particulièrement allergiques à cette nouvelle affiliation. L'un de leurs responsables syndicaux, le vieux Ammi Saïd, qui sera assassiné quelques mois plus tard par l'OAS, me dit calmement derrière ses grosses moustaches, au cours d'une de nos rencontres vers 1960 : *"Que le parti nous demande tout ce qu'il veut, nous le ferons, mais pas ça ; ils ne savent rien faire d'autre que nous demander des souscriptions ; dès qu'il s'agit de faire face pour défendre nos intérêts, on ne les voit plus. Quelle confiance avoir en eux ; tu ne te souviens pas comment R.Dj. (devenu un des responsables de l'UGTA après avoir été à FO), faisait en permanence le briseur de grève, en particulier quand pendant des années, au détriment de leur paye, les dockers n'ont pas chargé un seul bateau en partance pour le Viêt-Nam ? Et aujourd'hui qu'il s'agit de notre pays et que ses amis nous freinent, tu veux qu'on les suive ?"*

Des échos similaires nous parvenaient malheureusement d'autres secteurs des organisations de masse soumises au contrôle bureaucratique du FLN se soldant pour elles par le blocage de toute initiative allant dans le sens de la lutte générale.

Ainsi en fut-il lorsque des conditions furent créées à l'automne 1960 à la suite des nombreuses manifestations des ultra-colonialistes à Alger, pour organiser en milieu étudiant une riposte englobant étudiants musulmans patriotes et européens dits libéraux.

Le représentant de l'UGEMA (la nouvelle organisation étudiante créée au début de la guerre et placée sous l'égide du FLN) fut contacté par un de nos camarades. Il répondit que le FLN n'avait pas donné le feu vert.

La manifestation se déroula quand même provoquant bagarres et remous de l'Université à la Grande poste, avec un impact sensible dans la population et parmi les jeunes dont j'entendais les commentaires par petits groupes dans les quartiers avoisinants... [4]

Elle fut un des facteurs qui sensibilisa l'opinion algérienne quelques semaines avant les grandes manifestations de Décembre 1960, qui comme on sait, constituèrent un tournant politique dans la guerre.

C'était le moment où les directions à Tunis du FLN et du GPRA (gouvernement provisoire de la République algérienne), qui furent surprises par cette initiative populaire et qui appelèrent dans un premier temps à l'arrêt de ces manifestations, n'envisageaient d'autre issue à la situation critique des maquis de l'intérieur, que dans l'internationalisation du conflit algérien (comprenez par là une implication militaire de la Tunisie et du Maroc aux frontières, hypothèse illusoire !)

Ces manifestations de Décembre 60 ont illustré ce que je soulignais plus haut, à savoir que les potentialités d'expression démocratique pouvaient se frayer leur chemin y compris dans des situations où l'hégémonisme, qu'il soit militaire ou civil, œuvrait à les restreindre.

Il est vrai qu'en cette matière, l'état de guerre comme toujours a servi de justification commode au FLN, ou plus exactement à plusieurs de ses courants ou clans, pour s'abriter derrière l'unité d'action et la discipline requises en pareilles circonstances, et faire comme si ces exigences impliquaient aussi forcément unité organique ou fusion des structures décidée et contrôlée par le haut, et plus encore, pensée et opinion uniques en toute question.

LE POIDS DE LA VIOLENCE

Dès la première année de guerre, le FLN exigea en effet au nom des intérêts du rassemblement patriotique, que tout parti désirant se joindre à la lutte armée commence par se dissoudre afin que ses adhérents et sympathisants puissent rejoindre à titre purement individuel les rangs du FLN.

Le refus du MNA, mouvement de Messali Hadj qui était issu de la scission dans le MTLD, de se plier à cette exigence fut à l'origine de tragiques affrontements aussi bien sur le sol national qu'en France.

Le heurt de ces deux hégémonismes d'inspiration essentiellement partisane, venant d'organisations se réclamant l'une et l'autre d'une volonté de large rassemblement national, a été l'une des plaies les plus douloureuses de notre combat patriotique.

Le diktat qu'ils voulaient instaurer sur la population et les autres organisations en se prétendant seuls détenteurs de toute la légitimité nationaliste, tenait d'un unanimité "archéo-moderniste".

Je veux dire par là que, si on est attentif aux itinéraires, à l'environnement social, à la formation, aux références et aux arguments des acteurs, cet affrontement fratricide (puisque tous ces patriotes se désignaient comme frères) se nourrissait à la fois de mentalité communautaire et des échos modernistes des dérives autoritaires jacobino-bolcheviques qui ont altéré les pratiques d'authentiques et profonds courants révolutionnaires.

Une autre des plaies du combat armé de libération fut *le phénomène harki*. Ce dernier exprimait beaucoup moins à mon avis un courant de collaboration antinationale avec l'occupant, que la réaction aux méthodes mises en œuvre par des responsables ou groupes de moudjahidine lorsqu'ils se montraient peu soucieux du sort quotidien et de la dignité des populations directement exposées et prises entre deux feux, se greffant sur des clivages et des solidarités de type communautaire (tribal, clanique, etc).

Envers les communistes, les directions du FLN, je ne parle pas des militants de base à dessein car leurs positions étaient beaucoup plus diversifiées, avaient dès le départ la même attitude, acceptant les combattants comme individus (quoique souvent avec méfiance) mais ne voulant pas entendre parler de coopération avec le parti en tant que tel.

Ils souhaitaient avec insistance son auto-dissolution et évitaient tout ce qui pouvait ressembler à un contact officiel, même lorsque ces dirigeants et les nôtres n'étaient séparés que par une épaisseur de cloison entre les chambres où ils trouvaient refuge pour une nuit chez des sympathisants communs des deux organisations.

Sur le fond de la volonté de monopole absolu dont j'ai déjà parlé, cette position exprimait aussi la crainte d'apparaître dans l'opinion occidentale comme un mouvement communiste comme le Viet-Minh, affirmation que les organes de presse coloniaux martelaient sans arrêt, en gonflant et exagérant tous les faits qui pouvaient illustrer cette thèse.

La recherche de sources extérieures d'approvisionnement en armes était à la base de cette approche géopolitique sélective, y compris chez ceux qui se défendaient d'avoir des a priori idéologiques. "*Nous essayons en ce moment de sensibiliser le régime franquiste pour la fourniture d'armes*", nous confiait Abbane Ramdane à la rencontre du printemps 1956.

Il faut dire qu'ils s'étaient résolus à cette rencontre avec des motivations beaucoup plus utilitaires que politiques.

Depuis quelques semaines, nous étions en possession d'un important lot d'armes après l'opération menée avec l'aspirant Maillot. Le stock aurait pu être bien plus important en quantité et qualité si l'attentisme des dirigeants FLN n'avait compromis une autre opération qui aurait nécessité de combiner les moyens de l'ALN et de nos groupes de "Combattants de la Libération".

Il reste que les accords réalisés à cette occasion entre Mai et Juin 56 reflétaient aussi une disposition plus favorable au rassemblement des forces patriotiques, qui existait chez les dirigeants du FLN les plus politiques, même si elle s'accompagnait chez eux d'arrière-pensées tactiques et de volonté de leadership.

Cette position plus ouverte avait permis au FLN dans les débuts, après un sérieux passage à vide durant les premiers mois, d'étendre son influence ou ses alliances à presque tout l'éventail politique algérien (à l'exception des messalistes, ces derniers étaient encore dans l'expectative) et cela a favorisé une implantation de masse après les phases initiales où les actions armées donnaient des signes d'essoufflement faute de relais politiques suffisants.

Cette ouverture politique sera d'ailleurs reprochée plus tard à ses promoteurs, principalement Abbane Ramdane, après le Congrès de la Soummam. On entre ici dans une nouvelle phase.

À partir de ce moment en effet, les luttes de clans se fondant sur des rapports de force militaires et clientélistes prirent une plus grande ampleur et jetèrent le FLN dans des crises ininterrompues qui s'enchaîneront jusqu'à l'indépendance et au delà.

On assistera à un conflit permanent entre les avancées démocratiques et humanistes de la culture politique constatées jusque là dans le mouvement national (nourries autant à des sources européennes qu'arabo-islamiques) et les facteurs hégémonistes et sectaires qui les contrecarraient. Ces derniers s'alimentaient eux aussi à des influences exogènes et endogènes, mais prenaient plus d'importance sous le double effet de la militarisation du conflit et de l'irruption massive des couches rurales dans le combat, avec tout le poids de leurs modes de pensée et de leurs allégeances conservatrices. Les "commissaires politiques" de l'ALN, malgré leur appellation prometteuse n'ont pas eu loisir d'éduquer, réorienter et faire évoluer notablement ces mentalités, alors que le brassage du combat libérateur en fournissait l'occasion exceptionnelle. Ils étaient bon gré mal gré confinés dans des rôles plutôt administratifs

et de justification des actes et décisions des militaires et surtout entraînés dans la dérive générale clanique et militariste de tout le mouvement.

Une constante dominera les évolutions ultérieures, quoique dans des formes imbriquées et non linéaires. Schématiquement, aux efforts de régulation politique initiés ou envisagés par les uns (individuels ou collectifs), répondaient les logiques des autres qui, à la faveur de l'état de guerre, privilégiaient le droit du plus fort et du plus rusé, préféraient le fait accompli et la manipulation aux efforts de conviction fondés sur la communauté d'objectifs et d'intérêts qui auraient gagné à être délimités avec un minimum de transparence.

D'où le respect très relatif ou seulement verbal, pour ne pas dire nul des décisions politiques consensuelles, des accords passés ou des textes et déclarations de principe leur servant de support.

Nous sommes aux racines de ce qui se développera comme une des expressions caractéristiques du régime et des pouvoirs de l'après-guerre.

Des décisions politiques, des "chartes", des "lois", des interventions officielles solennelles seront formalisées pour donner satisfaction aux politiques, aux légalistes, et émerveiller l'opinion progressiste et démocratique nationale et internationale.

Mais sur le terrain, on les interprètera, on les ignorera ou on les enfreindra sans état d'âme, persuadés que cela fait partie des règles du jeu politique.

Les communistes seront parmi les témoins et les premières victimes de cette mixture moderne de Machiavels au petit pied et de despotisme oriental.

Les délégués au Congrès de la Soummam avaient à peine rejoint leurs affectations centrales ou régionales que se poursuivirent ou commencèrent, à part quelques exceptions rares ou intermittentes dans diverses wilayas, les transgressions au principe proclamé de la prédominance du politique sur le militaire.

En même temps se multiplièrent les protestations, surtout de la part des absents à ce Congrès (notamment des dirigeants se trouvant à l'extérieur) contre le principe lui-même.

Ces réticences ou oppositions exprimaient en fait autant d'incompréhension et d'impréparation politique que des enjeux de pouvoir ouverts ou inavoués.

Il ne faut pas s'étonner si dans ce contexte, l'une des mesures les plus rapidement appliquées et avec le plus de zèle concernait les communistes. On se mit systématiquement à les calomnier, les désarmer, les écarter des responsabilités, les dégrader ou les neutraliser en les envoyant dans les missions-suicide ou vers l'étranger, tout cela sans considération de leur apport aux volets militaire et politique de la lutte et à leur respect scrupuleux des clauses des accords FLN-PCA.

La violation de ces accords par les dirigeants de l'ALN et du FLN a porté préjudice à de nombreuses réalisations communes qui s'étaient amorcées dans plusieurs domaines d'activité, tant dans la résistance urbaine que dans les maquis.

Nous n'avons malheureusement pas pu en discuter avec les dirigeants du Front en 1957 car ils avaient quitté l'Algérois pour la Tunisie en raison des conditions de sécurité intenable qui s'étaient créées pour eux après la bataille d'Alger.

Ils évitèrent également les contacts avec notre délégation à l'étranger, alors que cette dernière était en mesure dès ce moment là, suite au travail qu'elle avait déjà mené, de les mettre en relation avec plusieurs PC qui s'étaient dès cette époque engagés à apporter leur soutien sous toutes les formes au combat algérien (Yougoslavie, Albanie, Viêt-Nam, Chine populaire). se référer aux [5]

C'est seulement deux ans plus tard, suite au durcissement de la situation militaire en Algérie, à la pression de la base populaire et des maquis, que l'orientation dite à l'époque "neutralisme positif" incita les dirigeants à faire fonds sur le soutien de ceux, parmi les pays socialistes, qui ne craignaient pas ou étaient en mesure d'affronter le courroux diplomatique ou les représailles de la France.

Après le reniement par la direction du FLN de l'esprit dans lequel s'étaient réalisés un accord puis un début prometteur de son application, le PCA qui, à la différence de tous les autres partis nationaux (sauf le MNA de Messali), avait tenu à préserver son existence tout en ménageant des cadres unitaires de coopération avec le FLN dans tous les domaines, poursuivit son activité dans des conditions complexes.

Outre l'occupant colonial, il nous fallait affronter sur le terrain les barrages et fréquentes malveillances de responsables des appareils FLN à différents niveaux. Mais il se heurtait aussi, et c'était pour nous le plus important et le plus préoccupant, aux incompréhensions de citoyens qui, à la suite des mises en garde de responsables ou activistes FLN, avaient des réticences à engager des activités avec nous.

Cette catégorie de militants, directement branchés sur des appareils FLN, s'étonnaient de ce qu'ils prenaient pour du sectarisme partisan, consistant chez nous à préserver une organisation politique autonome à côté de ce rassemblement qui était ouvert à tous "les frères".

Ce qui nous reconfortait cependant était l'accueil chaleureux de la majorité de tous ceux qui ignoraient les arcanes et les interdits d'appareils et gardaient par conséquent un jugement non déformé par les parti-pris.

Cela s'ajoutait au fait que de nombreux compatriotes étaient impressionnés par la participation de communistes d'origine européenne à la lutte libératrice (*Henri Maillot est plus musulman et mérite mieux le paradis que nous*, [6] disaient certains), tandis que les campagnes anticommunistes effrénées de la presse coloniale donnaient au contraire à leurs cibles la crédibilité patriotique que des dirigeants nationalistes leur contestaient. [7]

Cette évolution s'accrut avec le prestige accru du socialisme mondial dans le Tiers-Monde (Suez, Spoutnik, Cuba, etc.).

Nous fûmes nous-mêmes surpris de la façon dont les militants FLN ordinaires, à partir de 1960, non seulement ne s'écartaient pas des communistes mais venaient solliciter instamment leur coopération en toute connaissance de cause.

Cela n'enchantait pas particulièrement de nombreux dirigeants nationaux du FLN pour des raisons que nous pouvions facilement deviner et que nous confirma un compte-rendu de l'exposé d'un des membres les plus en vue du directoire du FLN et du GPRA au cours des dernières années de guerre, à une assemblée d'étudiants et de cadres FLN. *Après l'indépendance*, disait-il, *nous aurons dans les communistes des adversaires sérieux à cause de leur expérience du travail et des organisations de masse.*

Il s'avéra qu'il n'était pas parmi les plus virulents, mais nous ne nous faisons pas beaucoup d'illusions sur les difficultés qui nous attendaient. Les rapports plus que tendus du régime nassérien avec les communistes égyptiens et syro-libanais qu'il réprimait féroce (lors de l'éphémère République Arabe Unie) nous faisaient même douter que nous puissions jouir d'un seul jour d'existence légale dans l'Algérie indépendante.

La crise qui éclata au grand jour dans le FLN après le cessez-le-feu, nous laissa cependant un répit inespéré quoique de courte durée.

Nous étions de toute façon persuadés que le problème crucial qu'aurait à affronter notre peuple à l'indépendance serait celui de ses droits démocratiques, inséparables des aspects économiques, sociaux et culturels de l'édification.

Le nouveau programme du PCA, publié en Avril 62 voir ... [8] (entre le cessez-le-feu et l'indépendance) illustre bien cette préoccupation, ainsi qu'une brochure spécialement consacrée à cet aspect, rédigée et signée par moi, datée du 3 Mai 62, intitulée : "Essai sur les problèmes de la démocratie dans l'Algérie indépendante". [9]

Elle connut une large diffusion dans les quartiers des grandes villes au moment où, malgré la joie de la liberté nationale conquise, l'inquiétude rongeaient les gens devant les affrontements entre factions armées.

Des apparatchiks du FLN ("ç'hab en-nidham", les "gens de l'organisation" comme disait d'eux déjà la population avec une pointe de dérision) tentèrent d'arrêter les diffuseurs à la Casbah. La population elle-même s'y opposa avec réprobation : laissez-les donc diffuser ; qu'est-ce que vous leur reprochez ?

ÉVOLUTION DES CONCEPTIONS DU POUVOIR ET DES PROJETS DE SOCIÉTÉ

Pourquoi me suis-je volontairement étendu sur ces repères chronologiques et les contextes successifs de la lutte de libération nationale ? Parce que, comme cela a pu déjà apparaître, les différentes phases de cette dernière portent en germe les développements de l'après-indépendance, elles fournissent quelques clefs sur la façon dont ont été abordés ultérieurement les problèmes de pouvoir.

Pour cette période d'après l'indépendance, bien qu'un minimum d'information soit nécessaire, je procéderai de façon moins chronologique et moins descriptive, quitte à intervenir ultérieurement sur les interrogations et les points d'ombre qui seront apparus.

Je privilégierai une approche thématique, en abordant quelques problèmes qui ont interpellé les communistes durant cette période. Une bonne façon de sélectionner ces thèmes, c'est de puiser dans certains des griefs principaux adressés aux communistes par leurs amis ou adversaires pour cette période. Je ne parle pas des arguties de basse propagande mais des arguments qui, quelle que soit leur valeur et souvent leur caractère contradictoire, sont relatifs à des problèmes réels qui se sont posés aussi bien aux communistes qu'aux autres forces politiques.

Il s'agit des diverses légitimations du pouvoir et des moyens mis en œuvre pour le prendre ou le conserver, les logiques de contestation de ce pouvoir, le rôle des facteurs socio-économiques et des facteurs psychoculturels, religieux, linguistiques et autres et d'une façon générale des problèmes de société dans les compétitions pour le pouvoir.

Je crois pouvoir, à la lumière de ce qui se passe aujourd'hui et des évolutions passées, faire une constatation d'apparence contradictoire.

Par bien des aspects, les communistes ont eu des positions qu'on pourrait qualifier d'avancées, en ce sens qu'elles anticipaient sur des enseignements qu'on tire aujourd'hui dans des milieux assez larges des trente années écoulées. Ces positions vont à l'encontre de certaines idées reçues sur le compte des communistes en général et algériens en particulier, qu'on a tendance à ranger dans un même modèle standard.

Dans le même temps, ces avancées démocratiques, sociales, idéologiques sont demeurées incomplètes, elles ont prêté le flanc par leurs hésitations, leurs tâtonnements, à des pesanteurs liées aussi bien à l'état de notre société et de son champ politique qu'aux idéologisations dogmatiques, ce qui a d'ailleurs amené certains, qu'ils se réclament ou non du communisme aujourd'hui, à tourner le dos au contenu de ces avancées qui furent réelles.

Dans cet ordre d'idées, l'étude de la relation des communistes algériens aux problèmes du pouvoir fournit un champ intéressant de comparaison avec les types de relations à ce problème qu'on a pu observer dans les modèles du "Nord" (Est et Ouest) et ceux du "Sud" tiers-mondiste.

À l'indépendance, les conceptions des communistes algériens en matière de pouvoir (je fais ici une moyenne) étaient au point de rencontre entre les aspirations, les besoins, le niveau de conscience de leurs concitoyens et les influences idéologiques qui avaient marqué leur itinéraire politique.

Pour ce qui est de ces dernières, les influences internationales, ont été d'abord principalement d'origine française. Elles donnaient, en même temps qu'aux idées de liberté, égalité et fraternité, et à l'antiracisme, une grande place à la lutte des classes, la dictature du prolétariat, les contradictions inter-impérialistes et l'internationalisme prolétarien.

Par les voies provenant du mouvement progressiste et ouvrier français nous sont également parvenues (pour les couches instruites et les catégories de travailleurs les plus syndicalisées), les traditions de luttes électorales et parlementaires, et celles des luttes sociales et associatives menées dans le contexte d'un régime aux intérêts et orientations hostiles.

Dans le cadre du projet d'émancipation nationale de l'Algérie, cet ensemble d'orientations poussait à concevoir (et ici je schématise une tendance qui avait prévalu dans les années 40) un pouvoir d'Etat établi progressivement par des voies pacifiques, à l'ombre tutélaire d'une France démocratique et peut-être même socialiste qui protégerait l'Algérie des empiètements de l'impérialisme américain.

Une précaution d'autant plus nécessaire qu'il fallait déjà tenir sous haute surveillance la bourgeoisie nationale et même, à un degré moindre, la petite bourgeoisie, pourtant alliés incontournables de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre dans cette première phase de la libération nationale.

Cette vision géostratégique et franco-centriste de l'émergence d'un pouvoir d'Etat autonome algérien a sans doute influé à la même époque sur la conception d'une "nation algérienne en formation" que défendait Maurice Thorez. La formule avait une part de justesse, surtout à l'époque, car aujourd'hui encore cette nation connaît les difficultés et problèmes de la gestation. Mais elle était erronée en ce qui concernait le poids spécifique supposé de chacune de ses composantes, avec le poids démesuré attribué à la population algérienne d'origine européenne.

Les choses évoluèrent à partir des dernières années 40 et du début des années 50, lorsqu'entrèrent au PCA un nombre grandissant d'intellectuels et de travailleurs imprégnés des réalités du pays et bien au fait des courants et valeurs dont était faite la sensibilité politique et idéologique algérienne.

Dans le même temps, le modèle chinois de "nouvelle démocratie" (début de publication des œuvres de Mao) et la pratique vietnamienne de décolonisation ainsi qu'une diffusion plus grande des auteurs marxistes classiques qu'on a commencé à mieux connaître à la source, étaient venues rompre le monopole idéologique et la rigidité des schémas centrés sur les expériences européennes telles que les condensaient les brochures "digest" éditées par le PCF sur la question nationale et coloniale, elles-mêmes reprises des manuels de léninisme épurés ou élaborés sous l'égide de Staline.

Lorsqu'en 1952, encore étudiant je fus élu au CC du PCA, une camarade européenne du BP, militante chevronnée et courageuse, avait exprimé ses craintes : il ne faut pas que nous ayons trop d'intellectuels à la direction du parti. Appréhension en laquelle se conjuguèrent un ouvriérisme aux racines anciennes et la difficulté à s'ouvrir aux problèmes et évolutions profondes de notre peuple.

La camarade ne voyait pas que ce peuple en était réduit à des lambeaux de sa propre culture, que dans cette détresse, ses représentations et son imaginaire étaient en train d'être remodelés et recomposés par les trop peu nombreux, une infime minorité, que l'Algérie comptait de relativement instruits dans les deux langues

arabe et français, que c'était là un des terrains les plus importants où se déroulait la compétition pour l'hégémonie des différentes forces politiques et que dans ce domaine le PCA, malgré certains de ses efforts de la période précédente, avait à ce moment encore un déficit criant, il avait besoin de devenir un pôle plus attractif dans la constitution d'une intelligentsia algérienne.

Bien sûr dans l'imaginaire des populations en attente de tous les miracles libérateurs, Staline fonctionnait sur le mode messianique, les campagnards ou citadins l'appelaient avec bonhomie affectueuse ou familière "*amghar azemni*" (le vieux sage) ou "*bouchlaghem*" (le moustachu) de la même façon qu'ils avaient appelé Hitler "*Hadj Rabah*" (Hadj victorieux) depuis l'invasion de la France jusqu'à la bataille de Stalingrad ou qu'ils continuaient à révéler Mustapha Kamal, dont la photo ornait maintes échoppes de cordonniers, de coiffeurs.

Autre chose était de mettre en branle dans le quotidien pour un projet d'avenir commun, tous ceux qui, depuis que les chefs maraboutiques avaient perdu visiblement prise sur les événements, étaient à la recherche d'une force morale et physique dirigeante en mesure de les fédérer et les encourager. Quelle force dirigeante et quelle stratégie de rassemblement allaient surgir pour des gens et des communautés que l'adversité a amenés à n'avoir confiance que dans celui dont ils ont éprouvé la loyauté comme parent ou ami de longue date, comme voisin ou connaissance de quartier ou de douar, de travail ou d'études, de club sportif ou de mosquée ?

Avec les libérations chinoise et vietnamienne, de nombreux patriotes et militants algériens découvraient une expérience de mise en œuvre de la "violence révolutionnaire" en laquelle les marxistes voyaient une accoucheuse de l'histoire, l'Etat et son pouvoir étant eux-mêmes une expression de l'exercice de la violence de classe.

Grâce à cette violence orientée cette fois dans un autre esprit (plus large, plus moderne) que celui des résistances et révoltes du siècle dernier, était en train de s'opérer dans des pays asiatiques le passage des solidarités de proximité et d'allégeances communautaires à des solidarités plus élevées, fondées sur la conscience d'intérêts communs à un niveau national et sur la gestion politique de ces intérêts au sein d'un large rassemblement unitaire dirigé par la force représentant à cette étape de transition les intérêts du prolétariat, la force qui aura su et pu initier ce rassemblement.

Les expériences chinoise et vietnamienne ont conforté chez les communistes algériens le courant favorable à la légitimité et la nécessité d'une résistance armée contre un occupant qui fermait toute issue pacifique et démocratique à l'intenable situation coloniale.

Elles renforçaient aussi chez nous l'idée d'un large front patriotique dans lequel la classe ouvrière et "son parti" devraient jouer un rôle grandissant.

Ici intervient cependant notre appréciation de la situation propre au mouvement national algérien.

Compte tenu des rapports de force internes, de l'évolution antérieure de ce mouvement et de la situation géopolitique de l'Algérie dans le Maghreb, la Méditerranée et le monde arabe, il nous paraissait exclu que les communistes algériens aspirent raisonnablement à la direction du mouvement de libération par la voie de la lutte armée, même en tablant sur la dynamique d'une lutte armée politiquement bien orientée en direction des populations et même si l'influence politique du PCA avait été toute autre au départ et n'avait pas été obérée par l'interprétation stratégique étroite de la place de l'Algérie dans la guerre antinazie et dans les débuts de la guerre froide.

Je soulève cette question parce qu'elle avait fait l'objet à l'époque d'un grand battage des médias français qui cherchaient à accréditer l'idée que l'activité des "Combattants de la Libération" visait à terme à enlever le leadership militaire à l'ALN au moins dans quelques régions.

Je peux attester que la création d'une organisation autonome de combattants communistes n'avait pas cet objectif, bien qu'il existait un point de vue très minoritaire, chez les combattants eux-mêmes, en faveur de cette orientation.

Cette création avait été décidée devant les dérobades prolongées de la direction FLN à engager des discussions politiques.

Notre objectif, qui sera réalisé dès la deuxième année de guerre, était dès le départ la participation des communistes dans des conditions claires à l'organisation armée unifiée sous la direction du FLN.

(Signaler ici que le point de vue d'une "longue marche communiste" à l'algérienne avait connu la faveur des dirigeants communistes chinois, à commencer par Mao-Tsé Toung, du fait de leur méconnaissance des réalités algériennes. Paradoxalement, cet irréalisme fera place plus tard à une appréciation inverse, ces dirigeants ne comprenant pas (ou faisant comme si) que nous gardions une organisation politique autonome)

Par contre, le PCA a maintenu avec fermeté son existence indépendante comme organisation politique tout au long de la guerre malgré des pressions considérables que ses militants ont subi y compris au prix de leur vie.

Il estimait qu'il ne pouvait abdiquer ce droit et cette responsabilité sans dommage autant pour la cause nationale que pour le déploiement du mouvement social sur lequel reposait selon nous l'orientation de l'Algérie future.

Cette position de principe sera maintenue avec continuité après l'indépendance sous les formes les plus variées et parfois à la limite de la souplesse, qui tiendront compte de lourdes contraintes du contexte national et international.

Ce contexte sera caractérisé par un phénomène nouveau, significatif de toute une époque dans l'évolution du Tiers-monde libéré de la domination étrangère directe.

C'est l'avènement de pouvoirs militaires qui, chez nous comme en Egypte ou à Cuba, sous la pression des anciennes puissances dominatrices cherchant à renouveler les formes de leur emprise, évolueront vers des orientations plus proches des aspirations de leurs peuples et, pour mieux préserver à la fois leurs objectifs nationalistes, populistes et leur propre pouvoir, se rapprocheront du bloc des pays à régime communiste et iront même dans cette voie jusqu'à se proclamer socialistes.

Cette période nous posera des problèmes complexes de stratégie. Nous avons affaire dans nos pays à des pouvoirs non homogènes dont les principaux détenteurs s'étaient montrés néanmoins d'une grande mobilité, poussés (et tirillés) à la fois par leurs intérêts économiques et de pouvoir étroits et par les besoins profonds de leurs sociétés dans le contexte des changements mondiaux.

Ils évolueront, comme Nasser qui était proche des Frères Musulmans mais contre lesquels il se retournera brutalement et exercera la même féroce répression que contre les communistes dès qu'il sera question de pouvoir.

Ou encore comme Fidel Castro qui, embarqué pour une expédition entrant plutôt dans les objectifs de la droite libérale contre Batista à l'époque soutenu par la gauche cubaine pour son action anti-mafia, se retrouve par les aléas maritimes d'un rendez-vous manqué avec les conspirateurs qui l'ont attendu, dans la situation de hors-la loi au milieu de paysans dont il découvre les problèmes et à partir desquels se construira au jour le jour un nouveau projet de pouvoir qui, à la faveur du contexte national et international, le mènera à la rencontre d'un autre projet de société proche de celui que défendaient jusque là les seuls communistes cubains.

Le colonel Boumediène, lui, chef d'Etat major de l'ALN aux frontières, est fortement marqué par ses origines paysannes et la formation reçue dans les universités islamiques de la Zaytouna et d'Al-Azhar.

Son hostilité aux "libéraux pro-occidentaux" est confortée par les pamphlets radicaux de Frantz Fanon, [10] chantre des vertus révolutionnaires de la paysannerie pauvre et qui sonne l'alarme contre les dangers de trahison de la révolution par les bourgeoisies du Tiers-Monde. Voilà un support idéologique rêvé pour écarter des chemins du pouvoir la tendance du GPRA qui veut précisément lui en barrer la route, d'autant que l'exemple de Cuba est en ce moment le modèle le plus attrayant pour le soulèvement populaire algérien et pour son bras armé, sensible à la fraternité d'armes que leur témoignent des officiers cubains dont certains anciens de la guerre d'Espagne et de la guerre anti-nazie sur le front russe.

L'adhésion aux idéaux de démocratie et de justice sociale que représente le socialisme n'est qu'une formalité qui recueille l'unanimité à la réunion plus que houleuse de Tripoli peu avant l'indépendance.

L'encre n'en a pas encore séché que tous les chefs politico-militaires se sont déjà dispersés pour lancer leurs clans sur les chemins de la conquête du pouvoir,, un peu comme les successeurs potentiels du Prophète avaient abandonné sa dépouille en quittant précipitamment la veillée funèbre, ayant en tête les intrigues nouées autour de sa succession.

Quand ce programme de Tripoli, oublié par eux tous, fut publié quelques semaines plus tard par Alger-républicain dans le souci de ramener les prétendants au pouvoir à des préoccupations plus proches des soucis de leur peuple, ce fut un beau concert d'indignation contre ce journal qui se donnait le droit de révéler "leur secret".

Le document n'avait de valeur qu'en tant que leur instrument, leur propriété et dans la mesure où il pouvait servir à tel ou tel moment leurs appétits de pouvoir.

Il faut néanmoins remarquer que, dans le pouvoir qui s'est ensuite instauré et parmi tous ceux qui le soutenaient, qu'ils fassent ou non partie du FLN, nombreux à cette époque adhéraient sincèrement au contenu démocratique et social de ce programme et souhaitaient œuvrer à sa réalisation.

Conscients de cette ambivalence et sachant que les plus beaux programmes ne valent que par leur réalisation, nous nous sommes efforcés de ne pas tomber dans le piège des luttes de clans pour le pouvoir.

Quelles que soient les équipes en place, pour peu qu'elles instaurent le plus possible de stabilité et le moins possible d'arbitraire, nous avons posé plutôt les problèmes concrets dont la solution s'avérait urgente, de sorte que les principaux intéressés dans la population puissent faire pression en soutenant et critiquant à la fois en fonction de critères objectifs.

L'efficacité de cette orientation alla au delà de nos prévisions, comme nous en convaincra à nos dépens le choc en retour des autorités de plus en plus agacées par cette omniprésence des initiatives ou des réactions de l'opinion qu'elles avaient pris l'habitude en temps de guerre de considérer comme acquiesçant naturellement à toutes leurs décisions.

La mesure fut comble en Octobre 1962, en pleine crise des missiles aux Caraïbes lorsque le PCA organisa à Alger et Blida deux meetings de soutien à Cuba qui obtinrent un succès monstre, après quoi des centaines de jeunes se précipitaient à nos locaux pensant qu'ils pourraient s'y porter volontaires pour défendre "l'île de la liberté".

Deux jours plus tard, le FLN dont les locaux étaient désertés enregistra un fiasco retentissant quand il tenta à son tour deux meetings dans les mêmes localités sur le même thème.

Un meeting similaire de solidarité que je devais tenir à Sétif fut interdit et ce fut l'accumulation de saisies de presse et autres interdictions jusque là sporadiques et insidieuses.

Fin novembre le ministre de l'intérieur, Ahmed Medeghri nous communiquait la décision d'interdiction du PCA par le conseil des ministres. Lui qui professait une admiration sans bornes pour le code Napoléon et l'instauration de normes administratives et juridiques, il ne put présenter aucune justification de cet acte

arbitraire, ni même un fondement politique et pour cause : aucun des textes fondateurs du FLN, pas même le dernier en date (programme de Tripoli) ne stipulait explicitement l'instauration d'un parti unique en Algérie.

Avec embarras, les milieux officiels essayaient de prouver qu'il ne s'agissait pas d'hostilité envers les communistes mais que le pays fonctionnerait mieux avec une seule organisation politique.

Moins de trois ans plus tard, les auteurs du coup d'Etat qui renversa Benbella seront plus francs, quand un des porte-parole du clan d'Oujda déclara que ça ne pouvait plus continuer ainsi.

Le coup d'arrêt du 19 Juin, dit Chérif Belqacem, visait entre autres à "empêcher les communistes de prendre démocratiquement le pouvoir" !

À quel grand péril venait donc d'échapper l'Algérie !

Et pourtant, toutes les institutions en place étaient tenues en mains par l'armée et le FLN.

Depuis Décembre 62, dans leurs communiqués et interventions publiques, les communistes ne faisaient en aucune façon de référence officielle à leur organisation le PCA (l'opinion publique ne se trompait cependant pas à chacune de leurs initiatives, relayées notamment par le quotidien Alger républicain).

Suprême concession, soumis aux pressions de plus en plus dures de l'aile réactionnaire et anticommuniste d'un FLN qui néanmoins se répandait en proclamations ultra-socialistes, ils avaient appelé les militants qui le pouvaient à tenter l'expérience de coopérer avec le FLN de l'intérieur même de son organisation, pour les objectifs de caractère socialiste dont il se réclamait dans la Charte d'Alger depuis le Congrès de 1964.

À la suite de quoi on vit très rapidement et dans certains cas presque aussitôt ceux qui sommaient les communistes d'avoir à intégrer le parti unique y mettre tous les obstacles qu'ils pouvaient ou rendre la vie impossible à ceux des militants qui avaient appliqué la recommandation.

C'est que ces militants, à l'intérieur comme à l'extérieur du FLN, avaient une autre conception de leur rôle : travailler dans et avec la société pour rendre les actes et la pratique conformes aux déclarations officielles.

Au total, plusieurs mois déjà avant le coup d'Etat, l'expérience était concluante et Benbella avait dû en convenir devant une délégation communiste (B. Hadj Ali et B. Khalfa) qui était venue précisément lui exposer les inconséquences des instances politiques. "*À vous de faire ce que vous pensez le plus juste !*".

Fort heureusement, nous n'avons pas attendu cet aveu d'impuissance ou de double jeu, car en même temps que l'appel public à renforcer y compris organiquement les orientations socialistes proclamées par le FLN, une décision complémentaire, entourée du secret et impossible à rendre publique pour des raisons évidentes, avait été prise par le secrétariat du parti.

Celle de maintenir les structures essentielles du parti, déjà clandestines depuis décembre 62.

J'en fus moi-même responsable, elles ont fonctionné comme appareil d'éducation, de recrutement autonome et comme support organique à la coordination des activités de masse menées avec le FLN ou en dehors de lui.

En même temps furent préservées des structures logistiques qui s'avèreront utiles après le coup d'Etat du 19 juin.

Ce n'était pas une manœuvre déloyale mais une orientation réfléchie de sauvegarde du mouvement de masse et du mouvement social et ouvrier contre les aléas des luttes de pouvoir.

Il n'était pourtant pas facile à cette époque de convaincre nombre de nos amis et camarades à l'étranger du bien-fondé de notre démarche à partir de l'interdiction de 1962, les uns pensant qu'il fallait entièrement faire

confiance aux proclamations officielles de socialisme, d'autres estimant au contraire que le régime était franchement réactionnaire.

Il faut dire qu'en cette première moitié des années 60, la tendance dans le monde progressiste était plutôt aux préjugés favorables envers les expériences d'unification organique sous l'égide de courants non-communistes qui faisaient preuve d'ouverture envers le socialisme scientifique.

C'était l'époque des O.R.I. (organisations révolutionnaires intégrées de Cuba dont l'évolution donnera des années plus tard le futur parti communiste), c'était aussi en Grèce l'expérience de l'EDA à la faveur d'une période d'essor démocratique après une première décantation des effets de la guerre civile.

Il y eut aussi l'autodissolution des organisations communistes égyptiennes dont une délégation était venue nous encourager à les imiter (introduite par Daniel Timsit avec sans doute l'aval de Ouzegane), dont nous n'avons pas partagé la vision d'irréversibilité, compte-tenu des premiers enseignements du processus engagé.

Devant ces évolutions rapides et inattendues, nous étions en train de faire notre expérience, et celle-ci nous incitait de plus en plus à penser que le mieux était de prendre la bonne mesure non à partir des seules proclamations ou des présupposés idéologiques mais en considérant que la meilleure pierre de touche était la vérification de tout cela sur le terrain.

Et qu'entre les deux extrêmes où le pouvoir d'Etat tendait à nous contraindre (ce dont il fera une ligne de conduite permanente dans les décennies suivantes), extrêmes qui dans l'un et l'autre cas ignoraient délibérément ou négligeaient les besoins et la participation de la société, il y avait peut-être une position plus productive quoique plus difficile à tenir.

Elle consistait à affirmer son existence indépendante dans les formes qui assurent le plus de passerelles avec les autres forces socio-politiques ayant un intérêt commun à la réalisation d'un certain nombre de tâches sociales et nationales immédiates.

Et plutôt que se joindre aux affrontements que se livrent pour le pouvoir au sommet des groupes d'intérêt, œuvrer à faire mûrir dans la société les conditions qui permettraient à cette dernière de contribuer davantage à la solution pacifique et politique de ces problèmes de pouvoir.

La question s'est posée de façon plus aigüe encore après le coup d'Etat du 19 Juin 65 qui a donné la totalité du pouvoir au clan d'Oujda conduit par Boumediène.

Les grandes lignes de la position que j'ai indiquée plus haut ont été élaborées en coopération entre dirigeants du PCA et des responsables nationaux de la gauche du FLN dont plusieurs étaient emprisonnés.

Ces orientations tiraient notamment profit de l'expérience commune menée ensemble dans l'ORP (organisation de la Résistance populaire) fondée comme opposition frontale visant à abattre dans les plus brefs délais le pouvoir considéré comme un bloc.

Dès Janvier 66, la proclamation du PAGS, ce fut là son acte fondateur, mettait en avant cette alternative démocratique et pacifique pour la solution de la crise profonde provoquée par les coups de force répétés que connaissait l'Algérie.

Cette orientation a été longuement argumentée dans la lettre que j'ai adressée au nom du PAGS à Boumediène le 14 Septembre 1968, [11] au moment d'une des vagues répressives les plus violentes que nous ayons subies.

Nous n'avions alors ni l'expérience ni la vision globale d'aujourd'hui. Mais il me semble que cette orientation avait saisi un aspect essentiel du problème dont l'Algérie attend la solution encore aujourd'hui. Cette "ligne", comme on l'appelait dans le jargon, a certainement connu des faiblesses tant conceptuelles que dans ses interprétations et la maîtrise de son application. Un grand travail d'analyse, à peine amorcé jusqu'ici, doit être entrepris en liaison avec l'étude attentive des contextes et différents facteurs en interaction. Car on ne peut considérer comme tel les appréciations subjectives, les a priori fortement idéologisés ou à l'emporte pièce, émises de ci de là à partir de réactions marquées par les enjeux partisans du moment, ou les reconstructions du passé opérées selon des schémas inspirés par les évolutions de la décennie actuelle. La remise en perspective de ce passé est indispensable, selon des critères évidemment plus rigoureux et objectifs.

Je pense néanmoins, et j'apporterai ma contribution aux études et débats souhaitables au delà même des rangs communistes, que cette ligne (non les déformations qu'elle a subies ou qu'on lui a imputées) était, pour son époque et sous réserve d'adaptations aux évolutions de l'Algérie jusqu'à 1988, une des alternatives les plus appropriées.

Et que si elle n'a pu davantage influencer sur le cours des événements, ce n'était point en raison de sa nature intrinsèque, mais pour des raisons plus profondes qui gagnent à être analysées et soulignées encore plus aujourd'hui, qui ont fait que trop peu d'acteurs socio-politiques à l'échelle nationale (et trop peu d'observateurs ou de soutiens potentiels à l'échelle internationale) l'avaient suffisamment intériorisée pour la mettre en œuvre avec toute la force et la justesse voulues.

Était-elle donc "en avance" sur l'état de notre société et de son champ politique, par rapport aux tendances lourdes qui dominaient l'une et l'autre ? Probablement. Mais l'évolution et le bilan de la tragédie actuelle lui donnent un regain d'intérêt et nous incitent à examiner cette question d'un œil nouveau.

ENSEIGNEMENTS DU PASSÉ ET ENJEUX ACTUELS

Je rejoins ici un débat fondamental qui a donné le plus souvent prétexte à des polémiques sans grande visibilité, celui de la part relative des orientations "socialistes" et des communistes qui les soutenaient, dans la genèse de la crise actuelle. Vaste sujet qui mériterait d'abord bien des précisions tant les faits ont été embrouillés.

Mais je l'aborderai ici plus rapidement par son axe essentiel, d'autant plus facilement à mon avis, que le drame actuel éclaire rétrospectivement certains points obscurs des trente dernières années.

Mal ou bien intentionnés, des commentateurs pensent avoir clôturé le débat quand ils ont énoncé "*les communistes ont fait de l'entrisme*". Sentence magique, par laquelle ceux qui l'ont prononcée se croient dispensés d'une trop longue démonstration, car à leurs yeux, elle frappe d'emblée tous les actes des communistes d'un coefficient de suspicion. Formule vague et élastique aussi, qui s'abstient de préciser en quoi concrètement consiste "l'entrisme" et qui à souhait fait peu de cas du contenu des activités menées dans des cadres formels déterminés, alors que le jugement porté devrait en principe dépendre essentiellement de cette évaluation. Dans le cas précis qui nous concerne, ce contenu est figé d'autorité pour lui faire signifier une seule chose, c'était une politique de compromission envers le pouvoir en place.

Ici démarre le premier amalgame et la dénaturation de toute une période historique, reconstruite au gré des choix partisans : la "compromission" ne concerne, allez savoir pourquoi, que les aspects repoussants du régime.

Voilà donc les communistes, premières victimes de la répression et du système antidémocratique instauré par le FLN avant même l'indépendance, promus au rang de maîtres à penser des basses œuvres du régime.

Il est vrai que cette extrapolation est liée à une autre reconstruction du passé, elle aussi réductrice et manichéenne : ce régime était tout entier négatif.

Peu importe que par de nombreux aspects et réalisations, il avait acquis une renommée non usurpée auprès de l'opinion nationale et internationale, qu'on suppose avoir été dupes sur toute la ligne. Le président Boudiaf lui, avait eu l'honnêteté, en mesurant à l'occasion des obsèques de Boumediène l'ampleur des changements survenus en Algérie, de le reconnaître et mettre un terme (avait-il eu raison ?) à ses activités à la tête du PRS.

Si l'exigence est aujourd'hui de mettre en lumière les insuffisances et les tares d'un pouvoir qui étaient alors occultées par le triomphalisme, il n'est pas besoin pour un bilan objectif de tout peindre en noir, de brûler ce que certains avaient été nombreux à adorer sans nuance, au moment où précisément le PCA et le PAGS étaient rejetés dans une illégalité qui a duré trois décennies, du fait précisément de leur démarcation fondamentale vis à vis d'un régime dont ils ne méconnaissaient pourtant pas les démarches, insuffisantes et perverses certes, qui allaient dans le sens de l'intérêt national et du bien public.

C'est sur le terrain d'une œuvre d'édification importante, réalisée dans des conditions fort peu démocratiques et très populistes (au sens démagogique de ce mot), avec une économie à la fois rentière et industrialiste et son cortège de retombées perverses, que sont mieux apparues les limites et les exigences nouvelles de la population et de la société, auxquelles le pouvoir de la pensée unique a été de moins en moins capable de faire face.

*Quelles étaient en fait les orientations et les activités
qui ont été critiquées sous l'étiquette assez vague d'entrisme
et qui, soit dit en passant, ne constituaient qu'une partie
des orientations et des activités
du PCA avant 1965 et du PAGS après 1966 ?*

Il s'agissait d'orienter une partie des activités des militants du parti, ceux que leur statut social et professionnel mettait en position de le faire, en direction des cadres officiels, non pas les appareils de souveraineté et de pouvoir mais en priorité les associations et organisations de masse, appareils économiques et culturels, citoyens des appareils administratifs et institutions de l'Etat etc.).

En plus de l'activité politique en faveur de nos orientations et initiatives propres, il s'agissait ainsi de combiner le soutien à certaines mesures officielles et l'opposition critique à d'autres, de combiner unité d'action et différenciation.

L'objectif visé n'était pas le renversement du pouvoir ou à l'inverse sa pérennisation, mais une mobilisation capable de faire pression pour faire évoluer les rapports de force et les orientations dominantes en son sein et dans le pays.

Nous avons souligné avec insistance à l'époque, en particulier auprès d'Algériens ou de partis communistes étrangers qui nous pressaient de travailler essentiellement de l'intérieur du FLN et du pouvoir, voire d'accepter de nous fondre, que ces derniers n'évolueraient et ne changeraient substantiellement qu'en fonction de changements importants dans la société et que c'était le rôle de notre parti d'y contribuer.

Les critiques visant ces orientations (et non pas les dérives dans leur application) reflètent paradoxalement, tant par les intentions et motivations qui sont prêtées au PAGS que par les omissions et occultations dont s'accompagnent ces critiques, une fixation obsessionnelle de leurs auteurs sur les enjeux au sommet, les appareils de pouvoir et une sous-estimation, si ce n'est le dédain envers le travail patient et difficile dans les profondeurs de la société, qui constituait, quoiqu'obscur et ingrat, l'essentiel de notre activité.

On peut s'interroger sur le fait que ceux qui reprochent aux communistes une soi-disant tiédeur envers le pouvoir, tiennent si peu compte de faits aussi élémentaires que la répression permanente et multiforme, parfois atroce, qu'ils ont subie de la première année(1965) [12] à la dernière (Octobre 88) [13] d'une longue clandestinité.

Pendant vingt trois ans après le coup d'Etat du 19 Juin, ils ont été les seuls à maintenir de façon ininterrompue une organisation politiquement vivante, active au jour le jour sur toute l'étendue du territoire national, en rejetant pas seulement en paroles mais dans les faits le diktat du parti unique.

Si les communistes avaient été si complaisants et si peu efficaces dans l'opposition que d'aucuns l'affirment, on se demande pourquoi le pouvoir, après quinze années de vaines répressions et séductions, a été contraint de décréter en 1981 ce fameux article 120 des statuts du FLN, qui était dirigé essentiellement contre eux et visait à faire barrage à leur influence fondée sur la base des syndicats et de toute l'activité associative.

Doit-on à ce propos tenir pour négligeable l'importance qu'il y a à maintenir, y compris dans des conditions précaires, l'existence de syndicats dans lesquels les salariés apprennent à se battre pour faire entendre leur voix et leurs droits au lieu de compter seulement sur le piston du cousin pour avoir une miette des rentes pétrolière et autres ?

Peut-on également tenir pour négligeable l'action du PAGS en direction des milieux journalistiques, à qui nous ne faisons pas grief d'être contraints de travailler dans la presse officielle, ce qui a permis l'éclosion de nombre de talents professionnels et d'initiatives combatives en dépit des conditions difficiles dans lesquelles ils œuvraient.

N'est ce pas aussi faire l'éloge de la politique du pire que de reprocher aux communistes (mais pas seulement eux seuls heureusement) leurs efforts en direction des cadres honnêtes et patriotiques ayant en charge les tâches de développement économique, de réglementation du travail et de l'emploi, de la santé et de la protection sociale, des activités culturelles, etc.

Une autre inconséquence n'a pas paru déranger outre-mesure ceux qui mettent sur le compte du "suivisme" du PAGS envers le mouvement communiste international (le PCF et le PCUS en particulier), cette supposée caution apportée au pouvoir.

Or la position du PAGS, sur la question algérienne, était nettement différente des orientations défendues à ce sujet par ces deux grands partis sur la scène internationale et dans leurs relations avec le pouvoir algérien, ce qui du reste a malheureusement entraîné de sérieuses perturbations dans nos relations parce que le PAGS n'a jamais cédé sur ce point.

Le PCUS quant à lui, n'était pas dupe de la nature réelle du pouvoir algérien, à propos duquel certains chercheurs soviétiques avaient réalisé des études assez fines, le plus souvent restées sous le boisseau. Mais, enserré dans la dérive de parti-Etat, il collait inconditionnellement aux raisons supérieures de stratégie internationale de l'URSS (avec cependant moins de rigidité sous Khrouchtchev et Gorbatchev). Du moins un minimum de dialogue et de solidarité morale avait-il pu être préservé entre le PAGS et le PCUS dans le respect des positions réciproques.

Il en fut différemment avec le PCF. Bien que se disant respectueux de l'indépendance de chaque parti (qu'il défendait jalousement pour ce qui le concernait) et en pointe pour la défense de la démocratie dans le monde, le PCF, pour des raisons qu'il revient à lui-même d'éclaircir, ne pouvait supporter, à partir de 1973, les positions différenciées du PAGS concernant son propre pays, vu que aux yeux du PCF, l'Algérie bâtissait le socialisme sous la direction du FLN (déclaration de Marchais à la conférence des PC d'Europe à Berlin en 1975) et que ceux qui le niaient, comme le PAGS, faisaient preuve d'aveuglement sectaire. D'où, à l'initiative du PCF, angoissé à l'idée qu'on puisse le soupçonner de collusion avec l'opposition "stérile" du PAGS, quinze ans d'interruption totale des relations, jalonnée de sa part de campagnes de déformations à l'encontre du PAGS, qui exprimaient en fait une justification maladroite de ce manquement à la solidarité démocratique.

Nihilistes ou zéloteurs, les communistes algériens n'ont été dans leur ensemble ni l'un ni l'autre.

Par contre, on peut à bon droit critiquer des dérives gauchistes ou opportunistes, individuelles ou collectives, des incompréhensions théoriques ou pratiques qui ont marqué certains moments leur activité.

La discussion de ces dérives avait été entamée partiellement avant 89 par les communistes eux-mêmes, elle n'a pu se malheureusement se poursuivre de façon plus sérieuse comme il l'aurait fallu à leur sortie de clandestinité pour mieux aborder la nouvelle étape.

Il sera intéressant de les aborder plus loin (si le temps le permet), car quelques unes d'entre elles éclairent ou préfigurent, lorsqu'elles s'amplifieront, les dérapages plus importants de certains membres du PAGS à partir de la montée du mouvement islamiste.

Mais en allant à l'essentiel, pour les acteurs anciens et nouveaux de la scène politique algérienne, quel est l'enseignement vital des trois décennies écoulées (62 à 92) en ayant présents à l'esprit les développements tragiques sur lesquels ces décennies ont débouché ?

Après les crises ouvertes par les coups de force de l'été 1962, puis de Juin 1965, quelle était la meilleure alternative pour la résistance et la recomposition démocratiques ?

Dans cette question, on ne peut éluder qu'on se trouvait à la fois face à des besoins pressants de la reconstruction nationale et face à un pouvoir d'Etat qui n'a cessé de vouloir enfermer la société et l'ensemble des forces politiques dans le dilemme de l'alignement inconditionnel ou de l'opposition violente (pas forcément synonyme de radicale et productive).

Fallait-il, à travers l'une ou l'autre de ces alternatives que les uns ou les autres voudraient nous présenter comme fatales, tomber dans le piège, dans la logique des calculs hégémonistes du pouvoir ?

Quand après les deux tournants graves de 62 et 65, le PCA puis le PAGS ont appelé à une solution pacifique, démocratique et constructive des crises ainsi ouvertes, non par des manœuvres de coulisse ou des complots mais en s'ouvrant sur la société et en l'aidant à se mobiliser, n'anticipaient-ils pas sur les conclusions d'une expérience douloureuse et coûteuse de trente années, que tireront à peu près en même temps les deux camps opposés, aussi bien la plate-forme du pouvoir en vue du dialogue national présentée par le Haut Comité d'Etat en fin 93, que les trois "Fronts" et autres organisations du "pacte national" dans leur document adopté à Rome (Janvier 95) ?

Quelle tristesse et quel drame, d'en être arrivés là seulement après que soient consommés les dégâts irréversibles de trois décennies ! N'aurait-il pas été plus avantageux pour toutes les forces de progrès, aspirant aux libertés démocratiques et quel que soit leur label idéologique, d'entamer dans le même esprit, dès 1962, une bataille politique patiente, complexe et de longue haleine, impliquant des concessions mutuelles autour d'objectifs concrets consensuels et d'intérêts communs, capable de faire émerger progressivement une mouvance authentiquement démocratique, de plus en plus organisée et expérimentée, ainsi qu'une culture politique ouverte à la fois sur la diversité et sur un souci responsable d'unité d'action, dont les prémisses existaient déjà dans le mouvement national ?

Qu'ont apporté à chacune d'entre elles et au pays les tentatives aventureuses et présumées radicales, entreprises par différentes tendances nationales chacune pour son propre compte pour faire triompher exclusivement *son* projet **contre** celui des autres, en subordonnant la solution de nombreux problèmes du pays à une éventuelle accession au pouvoir de *sa* mouvance **contre** celle des autres réduite à la soumission et au silence, dans une logique qui paraissait retourner à celle de *la açabiya* décrite par 'Ibn-Khaldoun, comme si l'élan moderne et constructeur du mouvement de libération n'avait été qu'une parenthèse ?

Le pouvoir se réclamant de la légitimité des armes, faussement baptisée légitimité historique ou révolutionnaire, a brisé l'une après l'autre les forces qui voulaient lui disputer ce pouvoir par les mêmes voies armées, pourtant passées de saison après la conquête de l'indépendance, ou par une subversion sans appui réellement profond ou sans avenir raisonnable dans une société appréhendée globalement à l'échelle nationale : les wilayat en 62, le FFS en 63-64, les Benbellistes en 65, les Zbiristes en 67, ou ultérieurement les groupes gauchistes, le PRS, le MDRA etc.

Ce morcellement et les débâcles successives de ces tentatives n'auraient-ils pu être évités si des batailles communes avaient été livrées autour d'objectifs apparemment moins élevés mais plus rassembleurs, capables de renverser aussi pacifiquement que possible contre les clans au pouvoir la logique et le dilemme qu'ils voulaient imposer à l'ensemble des autres forces nationales ?

N'auraient-ils pas été capables, en appui sur leurs bases sociales respectives, d'exercer ensemble une pression pacifique telle qu'elle aurait amené les clans hégémonistes à faire reculer le système des clientèles, à se plier à la volonté et aux aspirations massives ainsi rassemblées ou céder la place, les fusils ne servant plus alors à grand chose.

On l'a vu dans bien des exemples dans le monde où des régimes disposant de forces armées colossales et de services de sécurité hautement performants et omniprésents ont dû s'incliner pour avoir dirigé, consciemment ou non, à l'encontre d'aspirations et de besoins massifs de la population.

Le PAGS quant à lui, aussi valable et conforme aux besoins pressants de la société qu'ait été sa stratégie, ne pouvait se substituer à l'ensemble des forces intéressées pour la réaliser à leur place et pour faire reculer à lui seul des pratiques et des mentalités qui s'étaient profondément enracinées dans la société et le champ politique, alors qu'il aurait été plus facile de les combattre dès les premières années de l'indépendance.

De cette façon, les forces politiques à vocation démocratique, y compris celles regroupées autour du pouvoir, car il y en avait aussi, ont laissé se créer un vide sur le terrain social, aggravé par l'appauvrissement de la vie politique, expliquant en partie les mentalités clanique, de revanchisme, de course effrénée aux strapontins et de basse polémique, qu'on verra s'instaurer lors de la mise en place d'un multipartisme semi-artificiel en 1989, dans lequel le pluralisme devenait plus favorable aux forces antidémocratiques et réactionnaires qu'aux besoins de la société et de la nation.

Le pouvoir croyait jusqu'en 88 pouvoir profiter d'une vie politique anémiée, qui n'admettait pas la critique et la différenciation, même constructive, mais cela n'avait fait que pousser la base populaire à des explosions spontanées (sociales ou identitaires) dont la dernière en date a été canalisée par le FIS.

Lorsque la montée politique du FIS se confirma, une série d'évolutions et de clivages internes se produisirent dans les différentes formations, d'apparence paradoxale si on se réfère à leurs positions antérieures, mais toutes s'articulant autour du choix d'une des deux options : s'en remettre au coup de dé des armes et de l'hégémonisme politique ou miser sur le mouvement social et les règles du jeu démocratique, en luttant pour les imposer par la lutte de masse.

Y A-T-IL DU NOUVEAU ?

Dans le mouvement communiste algérien, qui jusque là prenait appui sur la mobilisation démocratique comme principe et comme pratique, quelques apprentis stratèges, en retard d'un combat, s'avisèrent précipitamment (spéculant sur la menace réelle d'instauration d'un nouveau totalitarisme infiniment plus cruel que le précédent), qu'il serait urgent et prioritaire pour endiguer cette menace de renouer essentiellement et exclusivement avec les accents martiaux du premier Novembre 54.

Les voies du mouvement social et de la bataille des idées ancrée sur l'expérience progressive des couches de la population concernées, même de façon complémentaire à l'inévitable approche sécuritaire, devinrent pour eux une dangereuse diversion qu'ils ont diabolisée.

Se considérant à deux doigts du pouvoir, ils proclamèrent à la place du pouvoir réel qui n'osait pas le faire ouvertement : "les partis doivent partir".

Ils ne s'étaient pas avisés qu'avant de se lancer dans l'aventure du djihad armé, les islamistes avaient depuis longtemps engagé un travail social et idéologique considérable et patient qui leur a servi de base pour édifier un "parti" de masse.

Dans des conditions qui seront riches d'enseignements pour la recomposition future des forces démocratiques, le parti communiste a imploré : 90% de ses membres se sont retrouvés organiquement en situation marginale ou d'attente, déçus dans leur disponibilité combative pour un authentique mouvement social et refusant les logiques d'appareils, en même temps qu'exposés sans la protection de leur traditionnelle solidarité aux feux croisés des hégémonismes antisociaux et antidémocratiques.

Les stratèges de l'opportunité se sont retrouvés apprentis sorciers régnant sur des fax, à un seul doigt effectivement de différentes fractions du pouvoir, mais comme caution et faire valoir, aussi fragilisés que lui au fur et à mesure que se rapproche l'heure du recours inévitable à l'ensemble de la société.

Je n'ai parlé ici de façon assez schématique que de l'évolution d'une des fractions issues de la mouvance communiste et que ses prestations fortement médiatisées ont fait qualifier d'éradicatrices.

Il faut néanmoins préciser que les porte-paroles de cette tendance qui peut être située dans le modernisme néolibéral avaient juré leurs grands dieux dès 1991 que le PAGS n'avait jamais rien eu à faire avec le communisme.

Il faut d'autant le signaler que des prétendus "pagsologues" comme ceux qui ont rédigé sous l'égide de "Reporters sans frontières" quelques articles d'une pauvreté et d'un sectarisme désolants dans "*Le drame algérien*" (à côté d'autres articles vraiment sérieux dans la même publication) font, par ignorance ou aveuglement partisan, des amalgames incompréhensibles, tout à la fois en déformant le passé et en restant aux vieilles lunes d'un communisme monolithique et immobile.

Du côté des partis qui n'ont pas voulu partir, et en liaison avec les rapports de force et l'évolution de l'état d'esprit de la population, on a pu observer des clivages et des glissements qui correspondent à des positionnements envers les questions du pouvoir et de la violence qui, enfin après trente ans, sont débattus plus largement et posés ouvertement en tant que tels, mais malheureusement dans les conditions les plus détestables :

- dans le mouvement islamiste, à la fiévreuse griserie de la montée aux armes et de ses suites, succède une tendance à la décantation entre les groupes armés les plus extrêmes et la tendance qui mise davantage sur les vertus de la lutte politique.
- le FFS, dont l'acte fondateur fut l'appel à la lutte armée en 1963, justifiée selon lui par les limites du parlementarisme d'alors dans une vie politique verrouillée par le réel pouvoir militaire, articule aujourd'hui son combat autour de l'impératif de "paix civile" et de la revendication démocratique.
- d'instrument du pouvoir, le "nouveau" FLN, qui correspond à une partie encore peu discernable de l'ancien, est passé dans l'opposition politique en formulant des orientations inscrites dans *le document de Sant' Egidio*, cependant qu'une partie du pouvoir, lui même engagé globalement dans la répression anti-islamiste, paraît davantage sensibilisé à une solution politique dont le contenu fait l'objet de tractations obscures et d'affrontements imbriqués avec les luttes de clans.

• Pouvoir et opposition se renvoient tour à tour les projets visant à la paix civile, d'où il ressort surtout le poids grandissant des exigences objectives et de l'opinion nationale et internationale en ce sens.

Au terme de ce grand chassé-croisé, y aura-t-il enfin, comme le dit l'expression populaire : "*après l'agitation, la décantation*" ?

À la violence qui ne peut exister sans victimes, boucs émissaires et va-t-en guerre accrochés au dernier quart d'heure, verra-t-on succéder des mécanismes de régulation politique des conflits, où citoyens en désaccord profond patienteront néanmoins autour de minimums communs et vitaux jugés préférables à l'accumulation des malheurs ?

Verra-t-on ceux qui se réclament de la démocratie se positionner non par rapport aux enjeux de pouvoir et aux clans ou factions qui rivalisent dans cette optique, mais par rapport aux enjeux sociaux et politiques concrets obéissant à des critères tout à la fois objectifs et condamnant en paroles et en actes le recours à la violence comme moyen d'accès ou de conservation du pouvoir ?

Une chose est en tout cas clairement apparue à l'expérience. Tant que chacune des formations ou tendances socio-politiques croit pouvoir imposer par différents moyens aux autres sa démocratie, ses solutions, ses hommes en place proclamés plus démocrates et plus représentatifs que les autres, les anti-démocrates quel que soit leur habillage peuvent facilement compter encore sur de beaux jours.

Mais les choses peuvent évoluer, si à la faveur d'efforts communs pour la paix civile, nationalistes, islamistes, berbéristes, socialistes, partisans de l'étatisme ou du libéralisme en matière économique, prennent davantage conscience avec la majorité de la population qu'il existe dans chacune de ces catégories, en proportion variable, des démocrates convaincus, des démocrates potentiels ou en cours d'émergence et des anti-démocrates anciens ou ex-démocrates retournés.

Alors il y aura des chances plus grandes, pas seulement pour le verdict des urnes et des institutions plus représentatives, mais aussi, gage et signe d'un climat plus assaini, pour des mécanismes de contre-pouvoirs, pour des formes de participation à l'élaboration, à la réalisation et au contrôle, dans les affaires qui concernent chacun et tout le monde.

Je clôture cet exposé déjà trop long sans avoir pu aborder des thèmes importants comme la façon dont les communistes ont approché les problèmes socio-économiques et les problèmes dits "identitaires" notamment religieux et linguistiques, dans leur relation avec les enjeux de pouvoir.

J'aurais souhaité également donner une appréciation du pouvoir d'Etat algérien depuis l'indépendance, en relation avec les critères de loi, de légitimité, d'autorité, de partage, etc.

Et enfin un éclairage sur la façon dont les communistes eux-mêmes ont intériorisé les problèmes de pouvoir, par rapport aux influences croisées de leurs origines sociales, de leur formation et itinéraires, des influences de l'environnement sociétal et idéologique et de celle des événements.

Si j'ai préféré exposer d'abord les aspects qui ont été le plus ignorés et occultés par les pouvoirs officiels et leurs relais de propagande, ce n'est pas par sous-estimation des phénomènes pervers qu'entraînent les problèmes de pouvoir chez les communistes aussi.

Il est important en effet de noter à quel point des militants ou des groupes faisant partie ou issus d'un mouvement qui a lutté en paroles et en actes pour la démocratie, peuvent se retrouver ponctuellement ou de façon plus durable, insidieusement ou de façon flagrante, sur des positions objectivement antidémocratiques.

Je souhaite que le débat permette d'aborder assez largement cet aspect dont l'importance pour les recompositions à venir va au delà des seuls communistes.

Sadek HADJERES
1995

P.-S.



**LE FRONT ALGÉRIEN POUR
LA DÉFENSE ET LE RESPECT
DE LA LIBERTÉ**

**Premier pas décisif
dans la voie de l'union pour**

**L'INDÉPENDANCE
NATIONALE**

extraits :

..... Mais qui peut se hasarder à affirmer que ce n'est point là un pas décisif? D'ailleurs il n'y a pas de doute que par sa participation

active notre peuple saura combler les insuffisances actuelles.

Tel qu'il est l'accord réalisé constitue déjà un grand succès de notre peuple en même temps qu'une défaite sensible du colonialisme oppresseur. Si le 27 juillet a été considéré comme un jour de fête par tous les patriotes algériens, il a été aussi un jour de désolation pour les maîtres provisoires de l'Algérie.

C'est pourquoi notre Bureau politique a eu raison d'appeler à la vigilance contre toutes les tentatives de l'ennemi qui ne reculera devant aucun moyen pour rompre cet embryon d'union.

Pour faire échec à ces tentatives les responsables des partis nationaux et des organisations anti colonialistes sont les premiers appelés à faire preuve de vigilance et à préserver ce début d'union comme les prunelles de leurs yeux. Ils ont pour devoir de la renforcer et de l'élargir.

Pour que le Front Algérien... vive et prospère, il est indispensable de le confier à la garde vigilante du peuple. Les masses populaires sauront le défendre efficacement notamment au travers de la constitution de comités aux divers échelons.

Dans la mesure où les masses populaires se mobiliseront autour du Front et agiront pour arracher les revendications qu'il formule non seulement elles le rendront invulnérable, mais encore elles forgeront une union effective et durable.

*Pour notre part nous faisons le serment d'œuvrer résolument dans ce sens, persuadés que c'est le chemin le plus sûr qui conduira notre peuple à son **indépendance nationale**, à la paix et au bien-être...*

le 2 août 1951

Larbi Bouhali

LIBERTÉ

**LE FRONT ALGÉRIEN POUR LA DÉFENSE
ET LE RESPECT DE LA LIBERTÉ**

Premier pas décisif dans la voie de l'union
pour

L'INDÉPENDANCE NATIONALE

Liberté du 2 août 1951



Notes

[1] **“THÉORIE ET PRATIQUE DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE ALGÉRIEN”** Intervention de Sadek Hadjerès, le à l’occasion du “150ème ANNIVERSAIRE DU MANIFESTE DE MARX” (1998), article 54 mis en ligne par socialgerie le 16 juillet 2009

[2] Voir le document **"L'ALGÉRIE LIBRE VIVRA"** rédigé en 1948 par *IDIR EL-WATTANI*, mis en ligne par socialgerie – article 74 – le 20 novembre 2009, sous le titre "1949 : VIVE L'ALGÉRIE" ...

[3] se référer à l’article de Liberté, du jeudi 2 août 1951 : **"LE FRONT ALGÉRIEN POUR LA DÉFENSE ET LE RESPECT DE LA LIBERTÉ"**, Premier pas décisif dans la voie de l’union pour L’INDÉPENDANCE NATIONALE donné ci ici en document joint ...

[4] **"ALGER LE 3/11/1960, SIX SEMAINES AVANT LES HISTORIQUES MANIFESTATIONS DE DECEMBRE : MANIFESTATION D’ETUDIANTS EUROPEENS ET MUSULMANS POUR LA PAIX ET L’INDEPENDANCE"**, contribution de Jean-Paul DUCOS, au livre de Jean SPRECHER « À CONTRE-COURANT », article 466 de socialgerie, mis en ligne le 4 mai 2011...

[5] **Lettres du PCA au FLN ; JUILLET - AOÛT 1956, & Lettres du COMITÉ CENTRAL DU PCA AU FLN du 12 JUILLET 1956 et du 16 AOÛT 1956**, article 32 mis en ligne par socialgerie le 1er juillet 2009 ainsi que les **LETTRES ADRESSÉES AU G.P.R.A. AU COURS DE LA GUERRE POUR L’INDÉPENDANCE AU NOM DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN, du 15 NOVEMBRE 1958 & du 15 JUILLET 1959**, reprises dans “AL HOURIYA” du 20 septembre 1962, documents mis en ligne par socialgerie, article 92, le 9 février 2010.

[6] voir le témoignage de Sadek Hadjerès, paru dans le Quotidien d’Oran en avril 2006, mis en ligne par socialgerie - article 1, le 14 mars 2011 : **"4 Avril 1956 : OPÉRATION C.D.L-HENRI MAILLOT, PRÉLUDE AUX ACCORDS PCA - FLN"**... ainsi que plusieurs articles du site... article 434 : **"AU FRONTON DE L’HISTOIRE : LE CAMION D’ARMES D’HENRI MAILLOT"**...

[7] se référer au texte **"NOTRE PEUPLE VAINCRA", PCA, 1960**, article 232 mis en ligne par socialgerie le 25 août 2010, sous le titre : **"SIXÈME ANNÉE DE GUERRE, IL Y A UN DEMI-SIÈCLE, PCA, 1960 : "NOTRE PEUPLE VAINCRA", UNE ANALYSE CRITIQUE ET MOBILISATRICE**

[8] « **1962 , 18 avril - Alger : PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN POUR L’INDÉPENDANCE TOTALE, LA TERRE ET LE PAIN, LE TRAVAIL ET L’INSTRUCTION, LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE RÉELLE** », mis en ligne par socialgerie, article 233, le 11 juin 2010...

[9] **"ESSAI SUR LES PROBLÈMES DE LA DÉMOCRATIE DANS L’ ALGÉRIE INDÉPENDANTE"**, "AL HOURIYA" (PCA) – Mai 1962, mis en ligne par socialgerie article 306, le 28 novembre 2010...

[10] Voir « **FANON violence et paysannerie** », Intervention de Sadek Hadjerès au colloque de l’ACB du 9 Mai 2009, mis en ligne par socialgerie, article 7, le 9 mai 2009...

[11] « **LETTRE À BOUMEDIENE (14 septembre 1968)** », mise en ligne par socialgerie, article 117, le 20 novembre 2009...

[12] « **L’ARBITRAIRE, par BACHIR HADJ ALI** » (1966) & **préface de Mohamed KHADDA (août 1989)**, mis en ligne par socialgerie, article 135, le jeudi 14 janvier 2010 ...

[13] « **LA TORTURE DANS LES MOMENTS HISTORIQUES : OCTOBRE 1988, C’ETAIT AUSSI CELA** », mis en ligne par socialgerie article 90, le 7 octobre 2009 ...